



TRIBUNE

Hebdomadaire du parti

Socialiste unifié

N° 98

21 AVRIL 1962

PRIX : 0,40 NF

Deux victimes du référendum :

M. DEBRÉ

et le

GOUVERNEMENT DE LÉGISLATURE

GAGNER LA BATAILLE

DE L'AMNISTIE ! PAGE 2

« Il n'y aura désormais qu'un gouvernement par législature. » Combien de fois n'avons-nous pas lu ou entendu cette formule qui constituait un des postulats du régime hybride, ni parlementaire ni présidentiel, que nous subissons depuis 1958. Lorsqu'une motion de censure était déposée, les députés étaient dûment avertis que son adoption — très hypothétique — entraînerait immédiatement une dissolution, M. Debré étant considéré par le Président de la République comme inamovible pendant toute la durée de leur mandat. Nous savons maintenant que « jamais » dans le dictionnaire gaulliste des équivalences signifie « bientôt ». Le général de Gaulle vient en effet, au lendemain du référendum-plebiscite, de « remercier » sans préavis son Premier ministre et de le remplacer par M. Pompidou. La haute banque ne gouvernera plus ce pays par parlementaires conservateurs interposés, mais pratiquera l'administration directe. A vrai dire, ce n'est pas uniquement pour nous présenter le capitalisme technocratique au grand jour de l'hôtel Matignon qu'on a procédé à une telle mutation, démentant les affirmations péremptoires de la veille, avec autant de cynisme que s'il s'était agi d'une des politiques algériennes successives du chef de l'Etat.

La vérité, c'est qu'on nous avait annoncé des élections « dans la foulée du référendum », et qu'après enquêtes, pointages, confrontations, sondages, études des rapports des préfets et des renseignements généraux, on a obéi à l'instinct de conservation en y recon-

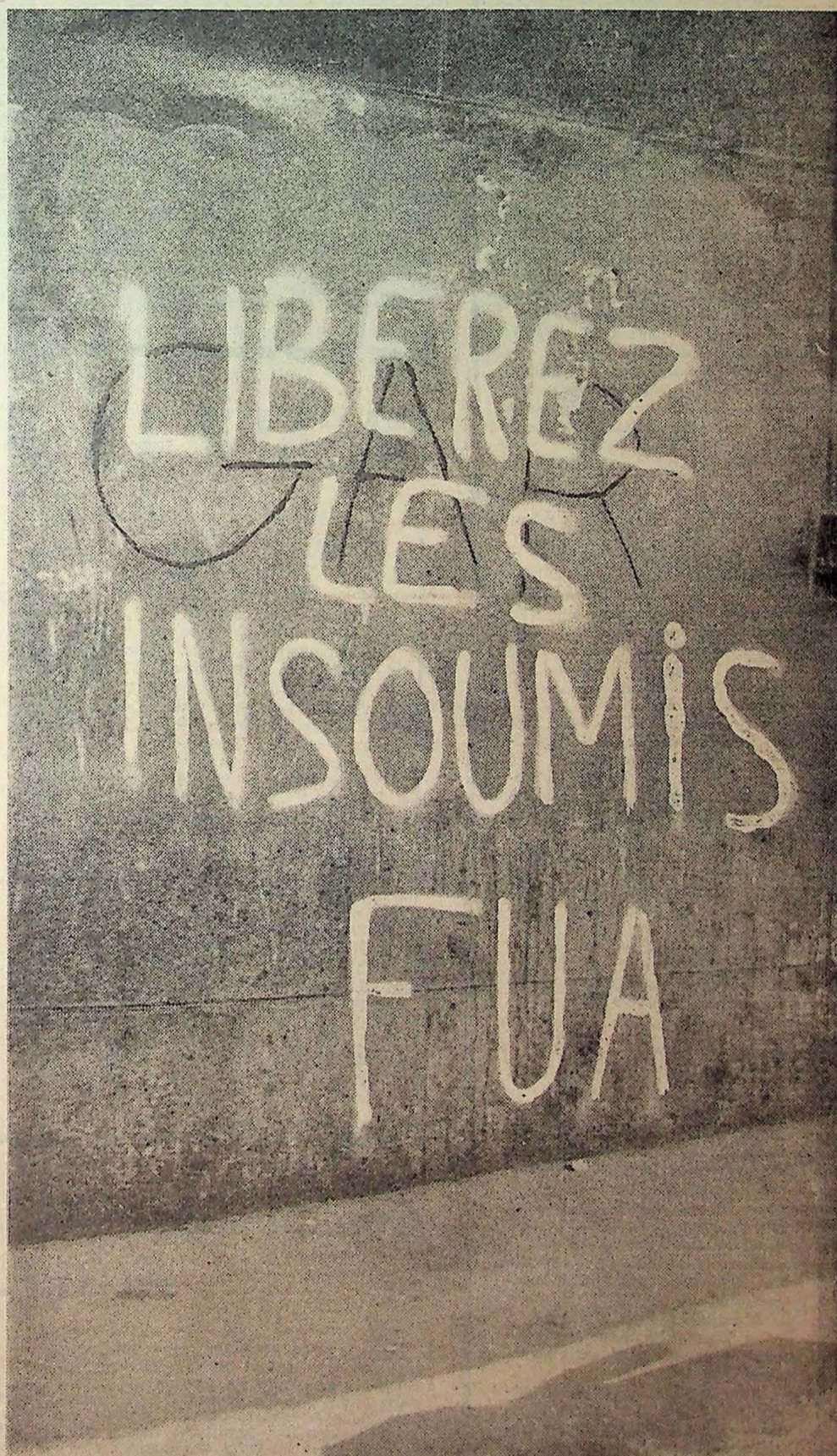
par Edouard DEPREUX

quant. Elles auraient, de l'avis de tous les observateurs, abouti à une véritable hécatombe de députés U.N.R. : 100 à 150 d'entre eux auraient succombé.

Nous ne sommes plus en 1958. A cette époque, une croix de Lorraine, assortie d'une absence de programme, d'un vœu de soumission totale à « qui vous savez » et si possible de cinq galons ou de quelques étoiles, garantissait le succès. Aujourd'hui, le suffrage universel, en présence des règlements de compte entre anciens conjurés du 13 mai, constaterait que les 80 parlementaires ayant voté l'amendement Salan, proviennent, à quelques exceptions près, d'un rameau détaché de l'U.N.R. et en tirerait des conclusions utiles. Les promesses solennelles de fidélité n'ont pas constitué une garantie suffisante contre les tentations fascistes. « Les élections auront certainement lieu en mai, à moins d'une grave déconvenue du général de Gaulle au moment du référendum. Déjà les candidats U.N.R. et U.D.T. se sont partagés les circonscriptions », n'annonçait, il y a quelques jours, un ami qui avait puisé ses renseignements aux meilleures sources. Or, nous n'aurons pas d'élections en mai. D'où proviendrait donc la déconvenue ? De la défaite des « oui » tout court par les « oui... mais » et, plus particulièrement, de l'impossibilité de dissimuler cette vérité, en dépit de toutes les acrobaties dialectiques auxquelles se sont livrées la R.T.F. chaque jour plus totalitaire, ainsi que la presse officielle, officieuse et autocensurée : s'il y a eu plus de « oui » qu'aux précédents référendums, c'est uniquement parce que le P.C. a donné un mot d'ordre dans ce sens tandis qu'il avait préconisé le « non », lors des deux précédentes consultations. Du « Figaro » à « L'Humanité », en passant par les journaux S.F.I.O., M.R.P. et radicaux, on protestait avant même la proclamation des résultats contre l'annexion prévue des bulletins de vote par nos princes, on refusait au plus grand d'entre eux un chèque en blanc, on se déclarait hostile non seulement à la dictature, mais au pouvoir personnel, au régime présidentiel, à l'« Europe des patries » qui semble devenir la grande pensée du régime, etc. En votant « oui » à la paix, « non » au pouvoir gaulliste, nous avions exprimé ce que beaucoup d'autres pensaient et même disaient partout... sauf sur leurs bulletins. M. Brisson, lui-même, dans un éditorial du « Figaro », n'avait pas hésité à proclamer que s'il s'était rallié, la mort dans l'âme, au « oui », il était impatient d'en découvrir avec l'U.N.R., dès le lendemain du plébiscite. M. Paul Reynaud, que les partis n'ont jamais effrayé, interrogé par un journaliste, quelques jours avant le scrutin, avait déclaré avec cette belle assurance dont il a le secret : « Il est certain que nous aurons des élections en mai. Le général de Gaulle l'a dit. Il ne se dédira pas. Ce n'est pas dans sa manière. Le pouvoir ne recule jamais. » Décidément, l'humour en France ne perdra jamais ses droits.

Il y a trois semaines, le Bureau national du P.S.U. avait invité notre camarade Pierre Mendès France à une de ses réunions. Après avoir fait avec lui un long tour d'horizon, nous étions parvenus à cette conclusion que l'hypothèse de l'ajournement des élections ne devait pas être exclue, les cris d'angoisse des députés U.N.R. : « Encore une minute M. le bourreau ! », pouvant

(Suite page 3)



En pages :

- 2 ● QUELLE EUROPE ?
- 4 ● QU'EST-CE QUE L'U.N.R. ?
- 5 ● LEÇONS D'UN REFERENDUM
- 6-7 ● HAUTE-VOLTA 62
- 8 ● LOGER LES RAPATRIÉS D'ALGERIE
- 11 ● FILMS ET LECTURES
- 12 ● MAGHREB ET MOYEN-ORIENT

Jeu di 12

M. POUJADE fait des offres de service à l'O.A.S. Il vient d'annoncer la création d'un « Parti National et Populaire ». A ce sujet, il déclare que l'ex-général Salan eût pu être — en 1960 — le chef d'un « Rassemblement civique » qui aurait été porté sur les fonts baptismaux par l'ineffable Pierrot (Poujade), le vilain Jojo (Bidault) et le loyal bachaga (Boualem).

Les Français n'ont pas eu de chance, dit le marchand de papier de St-Céré. Mais, en bon commerçant, il propose clairement à l'O.A.S. française sa camelote poujadiste : 30.000 militants, 150 candidats, 3.000 élus consulaires, 10.000 élus locaux et 1 million d'électeurs.

C'est tout. Ça fait du monde, tout ça ! Et nous ne doutons pas que ce serait un incontestable base sociale au fascisme O.A.S.

Le Poujade qui avait pris position contre le référendum voudrait bien s'annexer les « non » et les abstentions. Il est vrai que dans le Lot, on pêche beaucoup à la ligne...

Deux cent cinq églises vont être construites dans le seul diocèse de Paris. Il paraît que l'urgence s'en fait sentir. Une église coûterait — chiffre approximatif — entre 45 et 100 millions d'anciens francs.

Pour financer les « Chantiers du Cardinal », outre les dons, les prêtres verseront, sur leurs honoraires de messe, une somme de 0,50 NF. L'impôt forcé, en quelque sorte !

C'est peu, en apparence. N'empêche qu'il paraît qu'une église sortira tous les deux ans... Le problème est posé : calculez le nombre de prêtres et le nombre de messes par rapport à la population pratiquante ! Que d'eau... que d'eau (bénite) !

Cette cadence n'est pas respectée dans le secteur laïque de l'enseignement.

Il y a un an, M. Debré posait la première pierre d'une Faculté des Sciences à Nantes.

Comme les pierres ne se sont guère multipliées, malgré — ou à cause du Premier ministre, les étudiants se sont mis en grève pour protester contre ce retard qu'ils jugent — les simples ! — inadmissible.

Ah ! si c'était un « chantier du Cardinal » !...

M. Gabriel Robinet, du « Figaro », trouve injurieux le terme de « canaillerie » employé par « l'Humanité ». « Le Figaro » doutait du passé de résistant d'André Wurmser. Pourtant, un collaborateur du « Figaro », Louis Martin-Chauffier, dont les qualités ne peuvent être discutées, a attesté de l'attitude de Wurmser pendant l'occupation.

N'empêche que « Figaro » et « Humanité » se poursuivent mutuellement en correctionnelle.

Sur le plan de la Résistance, nul doute que « Le Figaro » est un bon juge en la matière. La preuve en a été fournie dès le 18 juin 1940... à condition de ne pas avoir la mémoire courte.

Le journal « Le Monde » aime faire les choses avec élégance.

La R.T.F. ignore le droit de réponse alors qu'un de ses commentateurs quotidiens attaque systématiquement tout et tout le monde sans risque de démenti. Malgré cela, « Le Monde » accorde au frénétique Jean Nocher le droit de

OPTION OU COMPROMIS ?

QUAND ces lignes paraîtront, les six ministres des Affaires étrangères de la petite Europe se seront rencontrés au Quai d'Orsay pour parler de l'unité politique européenne. Réunion importante pour ce projet cher à la fois à la Démocratie Chrétienne et à la Social-Démocratie et qui a contribué, en France, sous la IV^e République, à maints rapprochements, à maintes coalitions entre les deux courants.

Venant après toute une série de contacts : rencontre de Gaulle-Fanfani à Turin, entrevue Fanfani-Adenauer à Cadenabbia, échanges de vues Schröder-Spaak et Luns à Bruxelles et à La Haye — les délibérations du Quai d'Orsay marquent une nouvelle étape.

Lorsqu'ils étaient réunis à Luxembourg, le mois dernier, les « Six » n'avaient pu s'accorder sur plusieurs clauses du projet préparé par les experts. On sait, en effet, que deux conceptions essentielles de l'Europe politique sont en présence :

1) Celle de de Gaulle, « l'Europe des patries », qui prévoit une sorte de Confédération (projet du Comité Fouchet) permettant à chacun de préserver l'essentiel de sa souveraineté. Cette association d'Etats aurait pour organe directeur un Conseil des chefs de gouvernement se réunissant plusieurs fois par an fin d'élaborer une politique commune dans tous les domaines. Elle comprendrait également un « Comité permanent » de

hauts fonctionnaires et une Assemblée consultative formée de représentants désignés par les Parlements nationaux. En préconisant cette politique, de Gaulle obéit à un dessein précis : doter la France seule d'une force nucléaire qui lui ouvrira les portes du « Club atomique » et du Directoire atlantique, donc lui confèrera de facto le leadership de l'Europe continentale.

2) Celle des cinq partenaires de la France qui désirent l'« Europe intégrée », c'est-à-dire une Fédération d'Etats avec de larges compétences communes. Les plus ardents champions de cette thèse sont évidemment les plus petits (Belgique, Hollande).

A Luxembourg, pour sortir de l'impasse, Allemands et Italiens s'étaient ralliés à la thèse gaulliste sous deux réserves : que le projet français n'autorise pas les chefs de gouvernement à empiéter sur les prérogatives des trois Communautés économiques (Marché commun, Pool Charbon-Acier, Euratom) et qu'une clause de révision permette d'envisager un renforcement ultérieur de l'Union dans un sens supranational.

Mais la récente immixtion de la Grande-Bretagne dans la « famille européenne » est venue soudain renforcer de façon inespérée la politique de de Gaulle. Les dirigeants britanniques, en effet, ne manquent jamais de faire savoir avec quelle répugnance

ce ils abdiqueraient, si besoin était, le moindre pouce de souveraineté de sa Très Gracieuse Majesté. Leurs raisons, certes, ne sont pas celles du chef d'Etat français mais le résultat est identique, au grand dépit des Hollandais qui n'ont rien épargné pour atténuer l'insularisme politique des Britanniques.

Quant aux Allemands, leurs « tripes européennes » paraissent diminuer au fur et à mesure que se développe leur puissance économique. Adenauer disparu, il est à craindre dans le contexte politico-économique du capitalisme, bien sûr, ces paroles de Paul Reynaud ne deviennent réalité : « Les Allemands croyaient trouver dans l'Europe une patrie. Si vous leur ôtez cet espoir, vous les rejetterez dans le nationalisme. » Pour l'instant, c'est vers le nationalisme économique qu'ils semblent se diriger. Mais, alors, le nationalisme politique n'est jamais bien loin...

Ces quelques données traduisent faiblement l'actuel « grenouillage européen ». La politique étant, dit-on, « l'art du compromis », nul doute que ces messieurs ne trouvent un moyen terme, en « dégageant une ligne médiane », pour employer le langage des diplomates.

Quelque chose, donc, est en gestation, mais gageons que ce n'est pas encore l'Europe des Peuples...

J.-P. B.

GAGNER LA BATAILLE DE L'AMNISTIE

« MON mari m'annonce sa libération pour le 11 ou le 12 de ce mois... On va l'expédier directement en Algérie ».

La personne qui m'écrirait ceci est une Française. Son mari, Algérien, était condamné aux travaux forcés à perpétuité. Il est libre maintenant. On l'envoie en Algérie. Sa femme, qui avait cinq ans de prison, reste enfermée parce que Française. N'avons-nous rien à dire à cela ? N'avons-nous rien à dire quand on garde en prison MM. Leuti et Baudrillard, bien qu'on libère et place à la tête de l'Exécutif algérien M. Abderrahmane Farès, dont ils étaient les « compliées » ? N'avons-nous rien à dire quand on laisse en prison les anti-colonialistes, quand on laisse en exil ceux qui ont refusé de se battre contre leurs frères algériens ? N'avons-nous rien à dire quand on amnistie les tortionnaires de Djamilia Boupacha et les assassins de Maurice Audin ? Sommes-nous donc, nous, peuple de France, voués au seul rôle de béni-oui-oui du Général-Président quand il lui prend fantaisie de nous poser par référendum des questions sur les-

quelles l'histoire a déjà répondu ? Ceux qui se révoltent devant le hautain arbitraire du pouvoir, ceux qui veulent parler et lutter pour la justice : pour l'amnistie aux hommes et femmes qui aidèrent le peuple algérien à conquérir sa dignité et son indépendance, pour le refus du pardon aux tortionnaires de Djamilia et aux assassins d'Audin, ceux-là ne sont pas encore tout notre peuple. Mais ils sont déjà beaucoup : chrétiens ou incroyants, communistes, socialistes, syndicalistes, inorganisés, ils viennent des milieux les plus divers ; certains sont encore sous l'influence des partis de la bourgeoisie. Ils ont en commun d'être humains. La répression atroce des manifestations algériennes du 17 octobre 1961 les a soulevés d'horreur. Ils ont suivi les corps des suppliciés du 8 février. Ils se trouveront... un peu plus tôt, un peu plus tard.

Mais pour ceux qui voient partir leurs frères algériens et demeurent enfermés, pour ceux qui sont en exil, le temps presse. Notre parti, par une résolution unanime de son Conseil national des 31 mars-1^{er} avril, s'est engagé lui aussi dans

la bataille de l'amnistie. D'autres initiatives ont été prises : le Secours Populaire a lancé un appel ; le Groupe communiste a déposé une proposition de loi ; le Front de solidarité à la Révolution algérienne s'organise pour mener campagne. On parle aussi d'un nouveau « manifeste des 121 » qui ne serait en l'occurrence que la suite logique du premier et qui, sur le plan international, ne manquerait pas de faire quelque bruit. Tout cela est bel et bon. Il faut le faire mais le faire vite. Comment pourrions-nous jamais regarder en face ceux qui sortiraient, ceux qui sont en exil si nous ne nous engageons pas, immédiatement et de toutes nos forces, dans la bataille pour l'amnistie à ceux qui ont refusé de combattre le peuple algérien ou l'ont aidé dans sa lutte pour l'indépendance ?

Albert Roux.

P.S. — Un communiqué de l'agence de presse du G.P.R.A. du 15 avril souligne les conditions inhumaines de libération d'un grand nombre de prisonniers algériens. Contre cela aussi il faut agir — et agir vite.

Communiqués de l'Agence presse du G.P.R.A.

Plus de 5.000 Algériens, au moment du cessez-le-feu, étaient internés administrativement au camp de Larzac, 500 seulement ont été libérés sur le territoire français. Tous les autres ont été envoyés en Algérie, dans des conditions inhumaines, entassés dans les cales des navires.

Ces envois en Algérie ont été décidés sans tenir compte des attaches familiales, professionnelles ou autres, sans qu'aucune précision ni garantie ait pu être obtenue quant à la sécurité des libérés à leur débarquement en Algérie.

Les détenus pénitentiaires étaient, pour leur part, au nombre de 6.000. Plus de la moitié sont actuellement en cours de libération sur l'Algérie, sans qu'il soit tenu aucun compte, pour eux non plus, des attaches familiales ou professionnelles, et même lorsqu'ils ont été arrêtés et condamnés en France.

Ces transferts arbitraires provoquent une vive tension dans les prisons et même, parfois, des incidents. De nombreux détenus refusent de partir pour l'Algérie sans aucune garantie et demeurent en prison malgré leur « libération » théorique.

D'autres procédés sont plus inadmissibles encore. Les Algériens incorporés dans l'armée française, par exemple, déserteurs pour des raisons politiques et aujourd'hui amnistiés, sont repris par la gendarmerie à leur sortie de prison. L'autorité militaire française prétend les ramener à leur corps et leur appliquer éventuellement des sanctions disciplinaires.

Enfin, de nombreux détenus algériens libérés, condamnés à des amendes, se voient réclamer le paiement de ces amendes par l'administration. Comme ils refusent, on leur signifie des contraintes par corps et ils sont arrêtés à nouveau. Ainsi, onze libérés du camp de Rivesaltes ont été repris et se retrouvent aujourd'hui en prison.

A l'heure où le peuple algérien supporte avec un sang-froid et une discipline exemplaires, mais qui ont des limites, les provocations et les crimes de l'O.A.S., de telles brimades, absolument contraires à l'esprit des accords d'Evian, ne peuvent qu'alourdir l'atmosphère et faire douter de la bonne volonté de certains milieux français.

et du "Comité des 100"

« La résistance, qui fut le combat de la patrie contre le nazisme, doit, malgré son mépris pour les néo-nazis, dénoncer avec la plus grande rigueur l'imposture et la profanation dont Georges Bidault, qui fut — hélas ! — le successeur de Jean Moulin à la tête du Conseil national de la Résistance, se rend doublement coupable en usurpant aujourd'hui ces initiales C.N.R. pour couvrir les crimes commis par les néo-nazis, auprès desquels il se range. »

« L'armée française n'est pas l'armée allemande d'occupation, les assassins et les félons de l'O.A.S. ne sont pas les restaurateurs des libertés perdues. »

« L'idéal de justice, de liberté et de paix est inséparable de la France. Il est celui des accords d'Evian. Il demeure celui de la résistance, et le racisme est toujours son ennemi. »

— Directeur-Gérant : Roger CERAT —

LES IMPRIMERIES LAMARTINE S.A.
59-61, rue La Fayette
Paris (9^e)

Les problèmes actuels de l'éducation nationale

LES colloques se multiplient, sur les problèmes les plus divers, touchant aux terrains d'intérêt national les plus variés. Il faut se réjouir de cette passion d'information et de cette volonté de discussion qui saisissent en ce moment beaucoup de milieux sociaux. Elles témoignent que, malgré toutes les apparences superficielles contraires, la France est toujours un théâtre de choix pour le combat des idées ; qu'elle a toujours le goût et la vocation de l'imagination créatrice et de la pensée libre ; personne ne réussira à les mettre en sommeil dans notre pays.

Sortant pour une fois des méditations et des débats silencieux qu'il poursuit avec persévérance dans ses réunions, le Grand Orient de France a organisé ce colloque sur les problèmes de l'Education nationale, qui se posent à la France, dans le temps présent. Entre beaucoup d'autres sujets fort importants, qui auraient pu être considérés, et qui le seront, espérons-le un jour au cours d'autres colloques, le Grand Orient a choisi les

attira en particulier l'attention de tous sur le fait que toutes les compétitions individuelles, nationales ou internationales sont finalement des compétitions intellectuelles, et que partout le succès va aux individus ou aux groupes humains qui ont assuré le plus haut rendement aux ressources des cerveaux humains.

Sept rapports furent présentés au congrès ; par Alain Girard, sur l'Explosion démographique et l'Education nationale ; par Jean Fourastie et R. Poignant, sur l'Explosion scientifique et technique de l'Education nationale ; par Alfred Sauvy, sur la Démocratisation nécessaire des structures de l'Education nationale ; par Louis Cros, sur l'Administration universitaire face à l'évolution économique et sociale ; par Jean Capelle, sur la simplification des programmes de l'Education nationale ; par Crémieux-Brihac, sur une politique nationale de l'Education au service de l'Education ; et par Henri Laugier sur l'Utilisation massive des moyens audio-visuels

par **Henri LAUGIER**
professeur honoraire à la Sorbonne

problèmes de l'Enseignement, car il est apparu à ses instances dirigeantes que ces problèmes étaient véritablement fondamentaux, que l'avenir prochain et l'avenir lointain de notre pays étaient entièrement engagés dans les solutions qui seront apportées, et que, par conséquent, un effort intellectuel, administratif, financier sur ces questions devait être sans délai affecté d'une priorité absolue dans les sacrifices nationaux, par rapport pratiquement à toutes les autres entreprises destinées à construire l'avenir.

Modestes dans leurs ambitions, les organisateurs du colloque savaient qu'ils ne pouvaient rédiger des textes sur les problèmes litigieux qui divisent légitimement l'opinion publique (bataille entre les humanités classiques et les humanités modernes). Problème du rôle culturel et formatif des langues anciennes et des langues mortes ; problème du tronc commun et des techniques de l'orientation scolaire continue ; perfectionnement et réforme des examens, etc.). Un colloque réunissant, pendant un temps court, deux mille adhérents, si distingués soient-ils, ne peut espérer trancher des problèmes controversés depuis des dizaines d'années et toujours en chantier. Mais il peut, ce qu'il a fait avec éclat, organiser une saine et puissante agitation intellectuelle dans le pays et obliger tous les militants, de toutes les familles spirituelles de la nation, à prendre collectivement conscience du fait que la France joue tout son avenir dans le temps présent, à propos des décisions qui doivent être prises sans délai, sur l'équipement intellectuel, culturel, scientifique et technique de sa jeunesse.

Le colloque fut ouvert par M. Ravel, Grand Maître du Grand Orient, qui

dans l'Enseignement de demain, à tous les niveaux et à tous les âges.

Le colloque aura rempli sa mission, si tous ses participants, particulièrement ceux venus de la province, se transforment désormais en pionniers combattants de cette grande cause de la jeunesse, qui doit être celle de toutes les familles spirituelles de la France ; si tous agissent dans leurs milieux sociaux, professionnels ou civiques pour que dans la perspective d'une solution de rechange au régime gaulliste, le problème de la modernisation et de la démocratisation de l'Education nationale soit placé en priorité absolue ; pour que, à tous les candidats, soit imposé l'engagement de trouver toutes les ressources financières destinées à satisfaire largement, prodigement, à tous les besoins de l'instruction des jeunes, et de l'information continue des adultes. Les problèmes de l'Education doivent constituer la plate-forme prioritaire de combat, de toutes les luttes prochaines. Cela est conforme aux requêtes de la justice et à celles de l'intérêt national. Ce sera une exigence fondamentale pour la démocratie socialiste.

Rappelons qu'aux côtés des rapporteurs et des intervenants, une éminente pléiade de présidents appartenant à la politique, à l'université, à l'administration, ont assuré la direction des débats, au cours de séances qui ont duré trois jours.

Le volume qui sera édité sur ce colloque publiera les rapports généraux, les communications et des débats, les textes présidentiels. Disons seulement dans cette « Tribune » que notre camarade et ami Depreux — ce qui n'étonnera personne — s'y manifesta avec une généreuse et enthousiaste vigueur, qui fut chaleureusement applaudie par tous les assistants.

Cette année encore l'U.N.E.F. ne chômera pas...

L'U.N.E.F. tient cette année son congrès à Reims du 18 au 24 avril. Il semble, en parcourant le programme des différentes commissions que les conclusions de ce congrès seront, une fois de plus, particulièrement importantes pour le mouvement étudiant.

A Caen, l'année dernière, il ressortait de toutes les séances de travail une même préoccupation : la remise en cause, à tous les niveaux et dans tous les domaines, des structures économiques, la nécessité de les transformer, de participer ou, mieux, d'imposer une conception syndicale solide et cohérente de transformation. Le bureau de l'U.N.E.F. se voyait, alors, mandaté pour assister aux travaux du IV^e Plan (plus spécialement aux travaux de la Commission Le Gorgeu). L'U.N.E.F. devait parallèlement porter tous ses efforts sur l'étude des problèmes économiques, l'élaboration de solutions, elle devait sensibiliser les étudiants à ces problèmes par une large information, etc.

Il est significatif que, cette année, les commissions — intérieure, universitaire, générale, etc. — mettent le problème de la participation au Plan à leur ordre du jour.

Le rôle d'observateur qu'a eu l'U.N.E.F. a-t-il des résultats positifs ? La participation au Plan ne compromet-elle pas une véritable action syndicale ? Qu'est-ce qu'une planification de l'enseignement ; quel rôle l'Université doit jouer dans la Nation, dans le développement régional ? Autant de questions que se posent les étudiants et dont on parlera à Reims.

Le fonctionnement des différents services s'occupant des problèmes sociaux implique une véritable politique sociale qui doit se traduire par la gestion directe ou la co-gestion de ces organismes. Quelle orientation donner à cette politique sociale ?

De plus en plus, le mouvement étudiant refuse d'être mis en tutelle, exige qu'on tienne compte de ses revendications. Devant la carence et parfois le constat d'incapacité que sont obligés d'avouer ceux qui contestent sa maturité, il a entrepris d'élaborer lui-même des solutions. Pour les problèmes de co-gestion, les positions sont nettes, vieilles d'une solide expérience, mais il reste à parfaire les méthodes d'action pour faire aboutir les revendications, et ceci n'est pas un des moindres problèmes que le congrès aura à débattre.

Tout est intimement lié aux yeux des étudiants, la co-gestion, l'universitaire ont souvent des racines communes. Etudier une solution est souvent trouver une solution à un autre problème.

Ainsi l'U.N.E.F. a fait un particulier effort en matière universitaire. Son travail a souvent étonné plus d'un par sa précision et la justesse quelquefois alarmante de ses conclusions. Cette année encore, à côté des problèmes généraux que sont l'allocation d'études, la laïcité, l'actualité propose quelques faits qui ne passeront sans doute pas inaperçus : la commission Le Gorgeu, du Plan, aura sans doute une place importante dans les débats

de même d'autres questions qui sont loin d'être simples comme le Tronc commun, la réforme des études, en Sciences, Lettres, Droit, Médecine, l'enseignement technique, commercial, agricole, le recrutement des enseignants. Certains problèmes plus vastes comme la liaison de l'Université et de l'Economie, l'Université européenne pourront faire l'objet d'études spéciales.

L'enseignement qu'on nous distille à doses plus ou moins assimilables n'aurait-il pas intérêt à s'aérer, par, sans doute, une transformation radicale de ses structures, de ses méthodes, mais encore en permettant aux sports d'entrer de plein droit à l'Université au même titre qu'une autre discipline ? Reims devra élaborer une véritable politique-plein air, réclamant l'aménagement des horaires, l'éducation physique et sportive obligatoire. Les étudiants se sentent concernés par tout ce qui les touche — ou pour mieux dire ce qui les effleure — car comment parler d'une politique réelle d'aménagement sportif aujourd'hui. Ce qui ailleurs serait un scandale, ne doit pas ici être tu.

Doit-on taire aussi la mutilation que subit la culture dans nos universités ? La culture est-elle pour nous un besoin essentiel comme le sont le sommeil, la soif, la faim ? L'Université répond-elle à ce besoin ? Ne sommes-nous pas tentés d'aller chercher ailleurs ce qui véritablement doit nous cultiver ? Pourquoi ?

Chaque question aura au Congrès la première place, car elles sont toutes, à leur manière, vitales, pour le monde étudiant.

Il ne faudrait pas imaginer l'U.N.E.F., seulement tournée vers ses propres difficultés. Sa lutte prend un sens plus précis lorsqu'on sait qu'elle est en étroite relation avec celles de nos camarades étrangers.

La coopération internationale sous tous ses aspects — tant l'accueil des étudiants étrangers, les échanges, les jumelages, les festivals, que les relations avec l'U.I.E., la C.I.E. — montre un monde étudiant à la recherche de l'unité. L'U.N.E.F. sait le rôle primordial qu'elle a à jouer dans ce sens.

Pour elle plus précisément, se posent les problèmes de la décolonisation et de la coopération. Elle travaille depuis longtemps dans ce sens avec les associations d'Afrique du Nord, d'Afrique Noire et des départements d'outre-mer. Il importe, en effet, que les exigences de l'U.N.E.F. en matière de coopération soient claires, pour éviter un néo-colonialisme possible.

Cette commission extérieure, sans doute une des plus difficiles, exigeant une connaissance réelle, presque vécutue de toutes les situations, ne peut avoir que des conclusions heureuses, si tous les efforts tendent vers la même unité.

Cette vue rapide de ce que pourrait être le Congrès de l'U.N.E.F. ne mérite aucune conclusion : la meilleure conclusion ne peut être, en effet, que celle des différentes résolutions que retiendra le congrès. Nous espérons que l'équipe qui doit succéder saura maintenir le mouvement étudiant à la place qu'il a conquise.

Evelyne Pujeau.

...au jour le jour !

réponse refusé par la radio gouvernementale.

Quand purgera-t-on notre radio de ses braillards à tout crin et quand donnera-t-on aux usagers — qui paient la pitance dont se nourrissent ceux qui braient au micro — le droit d'exprimer leur désaccord ?

Car c'est cela, la liberté d'expression.

Vendredi 13

AU cours du procès Jouhaud, la déposition de M. Yves Lemerle, procureur général près la Cour d'Appel d'Oran, est particulièrement significative.

M. Yves Lemerle fut presque assassiné en sortant de chez lui, le 13 mars dernier... Par trois fois, les tueurs ont tiré sur lui. Le premier coup

lui a crevé les tympans. La seconde balle — il était alors à terre — l'a atteint à la droite du visage pour ressortir par la nuque. La troisième l'a effleuré seulement.

Comment n'est-il pas mort ? Mais ce qui est monstrueux, c'est ce que M. Lemerle rapporte dans sa conclusion : « Quand je suis sorti de chez moi, toutes les fenêtres des immeubles étaient ouvertes. Quand j'ai appelé au secours, elles se sont toutes fermées. Une voiture est passée. Le conducteur m'a évité et a poursuivi sa route. C'est une autre voiture qui s'est arrêtée. »

Qu'en pense M. Vinciguerra qui réclame, pour les « Pieds noirs » la Commission de Sauvegarde ? Est-ce pour sauvegarder leur âme ? Ceux dont parle le rescapé d'Oran en auraient grand besoin...

Et la Justice qui, à la de-

mande de M. Papon, a condamné une femme pour avoir crié « Assassins » à des agents qui matraquaient un Algérien, que pense-t-elle de la non-assistance à une personne en danger de mort ?

Des non-violents, dont le seul délit fut de s'attacher aux grilles des jardins du Musée de Cluny ont été condamnés à des peines d'amende.

Les auteurs de la tuerie du 8 février — il y eut 8 morts et de nombreux blessés — ne sont jusqu'à présent nullement inquiétés.

La preuve, c'est que le Conseil Général de la Seine a adopté une motion communiste qui « invitait le préfet à faire connaître les responsabilités et les sanctions prises contre ceux qui ordonnèrent les charges près du métro Charonne ».

L'U.N.R. s'est affirmée du

côté du préfet de Police. Contre M. Papon, P.C., P.S.U. et S.F.I.O. ont fait bloc.

Tant pis pour le Fuzier et son anticommunisme délirant. Tant pis aussi pour le Papon.

Samedi 14

LE journal « Minute » dévoile les pensées secrètes du général et les désirs contenus de Debré.

Il paraît que le premier verrait avec faveur le second devenir son vice-président de la République. Pour ce qui est d'être drôle, l'amer Michel est plutôt du genre triste. Il est vrai que tous les vices sont dans la nature...

Mais où « Minute » nous fait rigoler à propos du Debré en question, c'est quand il dit que celui-ci pourrait être re-

Par qui, grands Dieux ?

Sûrement pas par le peuple. Peut-être par les petits copains qu'il a placés un peu partout et qui se trouveraient menacés par un autre lobby... La vie n'est pas sûre, braves gens !

Après avoir accepté ici et là — et particulièrement à Aras — les voix U.N.R. offertes par M. Frey, le Guy Mollet cher au « futé Fuzier » (voilà des termes antinomi-

ques) aurait cherché à se concilier celles du M.R.P.

Las ! les frères prêcheurs, eux, sont intraitables sur le problème des crédits scolaires aux écoles confessionnelles.

Et comme il resterait encore quelques socialistes à la S.F.I.O. pour défendre ce qui subsiste de la laïcité, le Mollet est pincé. Quant au Fuset (Fuseau, surnom de marchand ; Fuser, dérivé de Fuseau et Fuset un petit fuseau), il devra se chercher une clientèle parmi les « oui ».

B.-A. BENOIST.

Qu'est-ce que l'U. N. R. "1"

a) Origines

L'UNION pour la Nouvelle République est née en octobre 1958 de la fusion :

- des Républicains Sociaux,
- de la « Convention Républicaine », fondée par Delbecq, et
- de l'U.R.S.A.F., fondée par Soustelle.

Toutefois, Maurice Duverger a pu définir l'U.N.R. comme la réincarnation du R.P.F.

Rappelons que le R.P.F., fondé en 1947 pour faire campagne contre la

Constitution de 1946, ne se présentait pas comme un « parti » au sens courant du terme puisqu'il admettait une double appartenance. En fait, le R.P.F. pouvait être considéré comme le « parti de de Gaulle ».

Aux élections de 1951, le R.P.F. obtient 21,5 p. 100 des voix et 116 élus : c'est le plus grand parti français. La désagrégation commence en 1952 (scission de l'Action Républicaine et Sociale) : une partie de

la droite « classique » (notables locaux), qui avait provisoirement adopté cette étiquette, quitte le R.P.F.

En 1953, de Gaulle laisse la liberté d'action aux parlementaires : c'est la débâcle. Ceux qui continuent à se réclamer directement de de Gaulle se regroupent sous le nom de « Républicains Sociaux ».

Elections de 1956 : les Républicains sociaux obtiennent 3,8 p. 100 des voix et 16 députés.

b) Différences entre U. N. R. et R. P. F.

Bien que l'implantation territoriale des deux partis soit comparable (en gros, moitié nord de la France), l'U.N.R. semble de composition plus « à gauche » que le R.P.F. (on n'a pas, en effet, assisté

à un reflux semblable à celui constaté vers le R.P.F. de personnalités et de voix Indépendant et M.R.P.) et ceci malgré la non-adhésion à l'U.N.R. de personnalités comme

Vallon et Capitant, ex-R.P.F. aujourd'hui groupés au sein de l'U. D.T. (gaullistes de gauche). L'U.N.R. a cependant hérité des « zones de force » du R.P.F., ainsi la Gironde.

c) Place actuelle de l'U. N. R.

I. — AU PARLEMENT :

L'U.N.R. se présente comme le plus grand parti français. Qu'en est-il ?

Avec 206 députés, l'U.N.R. est effectivement le parti le plus nombreux à l'Assemblée.

Les 206 députés proviennent, en 1958, de 3.600.000 voix au premier tour ; 4.750.000 au second. C'est-à-dire (en nous basant sur les résultats du premier tour, seuls représentatifs de la force propre de l'U.N.R.) qu'avec 18 p. 100 des voix (et 500.000 voix de moins que le R.P.F. en 1951) l'U.N.R. recueille plus de 40 p. 100 des sièges. Toujours en fonction des résultats du premier tour :

1 député communiste = 388.000 suffrages,
1 député socialiste = 79.000 suffrages,
1 député U.N.R. = 21.000 suffrages.

Cela aide à comprendre la crainte qu'avaient beaucoup d'U.N.R. devant la perspective d'élections.

II. — DANS LE PAYS :

70 à 80.000 adhérents selon M. Dusseaux. 20 à 30.000 selon d'autres

sources. Comment expliquer cette disparité et en apprécier les conséquences ?

L'U.N.R. n'est pas un parti de masse (ni même une organisation de masse comme le fut, un instant, le R.P.F.). Ce sont, semble-t-il les thèses de M. Chaban-Delmas qui ont triomphé : prendre la succession des radicaux. M. Dusseaux lui-même ne s'en défend pas (Cf. *France-Observateur* du 8 mars). Comme les radicaux, l'U.N.R. se déclare « parti de gouvernement ». D'où :

— Un effort sélectif de recrutement qui porte non sur le nombre, mais sur les cadres locaux,

— Un statut très spécial des « militants ».

« Militant » reste le terme officiel (le terme générique désignant l'ensemble des membres étant « compagnon »).

Au « militant », il n'est demandé qu'une chose : « Soutenir de Gaulle et le défendre », c'est-à-dire, en clair, être aux ordres. (Il semble qu'en ce moment même, la fraction des « militants » considérés comme

inconditionnels soit armée et que tout soit prévu pour l'armement rapide d'une partie plus importante — et cela contre tous les « ennemis » de de Gaulle, ce qui ne veut pas dire seulement contre l'O.A.S.) Pour le reste, c'est-à-dire pour tout ce qui constitue normalement les prestations d'un militant véritable, RIEN. Les cotisations sont purement symboliques lorsqu'elles ne sont pas totalement absentes (l'U. N.R. ne manque pas d'autres sources monétaires). Les réunions, extrêmement fantaisistes dans leurs dates et leurs horaires, revêtent volontiers la forme de « soirées » dans lesquelles dominent souvent les femmes et au cours desquelles le papotage, l'échange de bonnes adresses et de relations constituent l'essentiel du « travail ».

Il n'est évidemment qu'exceptionnellement question de coller des affiches ou de vendre des journaux.

Ceci explique qu'il soit difficile de dénombrier réellement les U.N.R. et que leur nombre n'ait qu'une importance secondaire et sans commune mesure avec celle qu'elle revêtirait dans un parti de gauche.

d) Implantation et recrutement

Phénomène psycho-sociologique lié à l'exploitation du mythe gaulliste, l'U.N.R. échappe aux structures traditionnelles. Elle n'est précisément localisable ni géographiquement ni socialement. Tout au plus peut-on constater :

• Sur le plan géographique :

— une prépondérance dans les régions économiquement développées : en gros au nord de la Loire ;

• Sur le plan social :

— L'absence presque totale d'implantation ouvrière et corrélativement la non-représentativité syndicale malgré les prétentions et les efforts de l'U.D.T. (notons toutefois — signe extrêmement caractéristique — que toute section, tout congrès possède « son » ouvrier, ho-

noré, applaudi, cité en exemple et... muet) ;

— La faiblesse de l'implantation paysanne, sauf dans certaines régions, comme la vallée de la Loire ;

— La relative faiblesse (malgré les grandes facilités offertes à tous les arrivistes) du recrutement dans les milieux intellectuels.

Il semble que la majorité des animateurs de l'U.N.R. se recrute parmi les cadres moyens et supérieurs de ce que l'on est convenu d'appeler le secteur tertiaire. Généralement dans la force de l'âge, possédant, dans la majorité des cas, une réelle valeur personnelle, souvent enclins à l'autorité, à l'affirmation dynamique de leur personnalité, ces hommes possèdent (et c'est là un point généralement peu connu de

nous) — une influence importante dans de larges secteurs de l'économie française (et surtout, semble-t-il, dans des secteurs en expansion rapide : publicité, construction, organismes de crédit...). Quant à la base de « masse » électorale, elle se situe surtout dans les classes moyennes salariées (notamment dans la région parisienne et les centres industriels du bassin parisien).

Parti qui se veut pivot de la vie française (dans tous les domaines), parti à qui de Gaulle assure actuellement la prépondérance mais qui représente de toute manière une force non négligeable, l'U.N.R. a-t-elle un avenir ? Nous essaierons, la semaine prochaine, de donner quelques éléments d'appréciation.

OUI en toute sérénité, disait Claude Fuzier.

Oui à la paix en Algérie, ce qui confirme notre « non » à de Gaulle, disait Jean Coin.

Et, tous deux, de plaindre le P.S.U.

Les « âmes tourmentées » du P.S.U. ont répondu aux espoirs de l'Élysée et de l'U.N.R., écrit Démocratie 62.

Quant à l'Humanité, après avoir dit qu'elle allait étudier notre position, elle se contente, dans un tableau synoptique d'une admirable bonne foi, de nous ranger avec les partisans de l'O.A.S.

Tout ceci dit formulé, avant le référendum. Et dans l'unité. Car, voyez-vous, P.C. et S.F.I.O., qui trouvent rarement l'occasion de s'unir, s'entendent comme larrons en foire à partir du moment où il s'agit de tomber à bras raccourcis sur le P.S.U., cet âne mal bête qui appelle un chat un chat, le référendum un plébiscite et qui refuse de tomber dans le piège tendu par le pouvoir...

Jusqu'à-là, rien d'inattendu ! En bonne politique électorale, on réduit la position du P.S.U. On la défigure. Et puis, les « âmes tourmentées » n'ont, comme chacun sait, aucun avenir politique. Non. Le neuf et le raisonnable, c'est Guy Mollet qui le formule. Et Claude Fuzier, qui le commente.

Mais vinrent les résultats.

Le soir même du scrutin, toutes les radios constatent l'importance des votes nuls. On fait des comparaisons. La presse, le lendemain, réduit — ou souligne — la portée de ce mouvement, mais personne ne l'ignore.

Démocratie 62 ne s'embarasse pas de si peu.

Elle commence par mélanger les cartes. Contre toute évidence, Pierre Thibault, rédacteur de service, affirme que « le vote nul a été recommandé à la fois par les groupes factieux et d'extrême-droite et par le P.S.U. ».

Et puis, comme cela paraît un peu gros, il s'acharne à démontrer que partout où notre parti est implanté, le pourcentage d'abstentions n'a pas changé. Les abstentions, pas les nuls. On mélange encore les cartes. Et nous apprenons que dans la circonscription d'Edouard Depreux, les « non » n'ont pour ainsi dire pas augmenté. L'influence de notre camarade est pourtant notable, dit l'honorable journal. Mais où et quand Edouard Depreux a-t-il appelé à voter « non » ?

Le pitoyable Thibault continue ainsi longtemps, brouillant les pistes, le tout pour anéantir dans l'esprit de ses lecteurs les résultats obtenus.

Je ne sais si M. Fuzier est toujours serein. J'imagine que oui.

Tout comme au soir du 13 mai 58 ou du 8 février dernier.

Car, voyez-vous, il n'est pas de cette gauche de naïfs qu'il dénonce. L'ennui est qu'il y en a eu beaucoup ce 8 avril... Et, de peur de voir leur cohorte grandir, il fait donner la garde.

Hélas ! Il oublie ceci : les journaux qu'il dirige n'ont qu'un tort, dans ce style de travail : ils sont confidentiels.

Christian Guerche.

Editorial (Suite de la page 1)

être entendus à l'Élysée. Nous pensions que, dans ce cas, on pourrait très bien modifier le système électoral en ayant recours par exemple au scrutin de liste majoritaire à un seul tour, opposant une droite unie à une gauche divisée (nous espérons que la gauche sera assez intelligente pour pallier cette menace. Le P.S.U. s'y emploiera). On prépare aujourd'hui

l'opinion à une telle éventualité.

La dérobade devant les élections a entraîné le congédiement de M. Dobré ; usé jusqu'à la corde, et ayant constaté lui-même, en toute modestie, qu'il avait atteint une impopularité comparable à celle de son prédécesseur Riche-lieu, on va tenter de faire peau neuve et de préparer, sur une nouvelle base, des élections qui auront

lieu dans six mois, un an, ou... plus tard. On procédera préalablement à un ou plusieurs référendums, avec des questions posées avec une ambiguïté savamment préméditée : il serait injuste de ne pas faire confiance à nos maîtres sur ce point. Ils ont fait leurs preuves. C'est ce qu'on appelle sans rire la démocratie directe ! Et c'est dans la foulée de ce ou des plébiscites ultérieurs qu'on tentera de faire élire une nouvelle « chambre introuvable ». Le réveil de l'opinion publique, dont le nombre considérable des bulletins nuls à

l'appel du P.S.U. a été une des manifestations, peut déjouer ces calculs. Machiavel n'est pas infail- lible. Lorsque, retourné à Colombey, le général de Gaulle reprendra la rédaction de ses mémoires, aussi peu doué qu'il soit pour l'autocritique, il écrira peut-être un jour : « J'ai commis une erreur en ne prononçant pas la dissolution et en ne faisant pas voter symboliquement le 13 mai 1962, anniversaire de la fondation réelle de mon régime ».

Edouard DEPREUX.

Porter l'organisation au niveau de notre influence

L'IRONIE ou l'aigreur des commentaires ont traduit à leur façon l'intérêt porté au mot d'ordre du Parti Socialiste Unifié « Oui à la paix, Non au pouvoir gaulliste ». On admet en général que la réponse s'est concrétisée plus particulièrement par le vote nul. On admet aussi — et c'est ce qui avait amené le Conseil national à formuler sa consigne en des termes souples — qu'une frange importante de ceux qui pensaient « Oui à la paix, Non au pouvoir » ont purement et simplement refusé de voter.

Face à l'avenir plébiscitaire

Les adversaires irréductibles du gaullisme doivent à cette occasion évaluer les mérites respectifs des diverses formes de sabotage du plébiscite : c'est là un problème politique d'actualité, de première urgence même, puisque de Gaulle a annoncé que le plébiscite deviendrait l'une des procédures favorites de sa pratique gouvernementale. Cette mise au point de notre technique d'opposition n'a rien à voir avec l'utilisation éventuelle du référendum par la démocratie de l'avenir, la démocratie socialiste. Des conditions de cette utilisation, il faut débattre dès maintenant : la consultation de l'ensemble des citoyens sur une question unique, clairement formulée par une assemblée élue et non combinée par un homme seul, est, sans conteste, un des rouages d'une véritable démocratie, tout aussi valable que certaines caricatures électorales de la démocratie dont le passé fut prodigieux. Mais dans le style et le contexte du gaullisme, le référendum ne peut être que plébiscitaire, ce qui signifie qu'en acceptant de « jouer le jeu », nous acceptons d'être toujours battus. Nous n'avons pas à « jouer le jeu » avec ce régime ni d'ailleurs avec aucun autre qui générerait les intérêts des couches possédantes. Nous lui portons des coups et notre seule recherche est celle des coups les plus efficaces. A ceux qui aiment à citer Lénine, lorsque Lénine les justifie, rappelons que les bolcheviks n'ont pas hésité en certaines circonstances à refuser la participation aux élections. Ce refus de participer, ce mot d'ordre d'abstention étaient « politiques ». C'est le mot d'ordre qui confère à un procédé sa valeur politique. Le barrage des routes n'est pas en soi un procédé « politique ». Et pourtant...

Le P.S.U. par son geste du 8 avril s'est acquis un titre à organiser, à coordonner la recherche des formes les plus efficaces de boycott des futurs plébiscites du système. Nous devons la faire progresser sans attendre d'être acculés au prochain « choix », en même temps que de nouveaux colloques, de nouvelles confrontations permettront de dessiner plus nettement les lignes maîtresses de la solution de rechange au directoire de la technocratie U.N.R.-M.R.P. qui colonise méthodiquement le pouvoir.

Quelques exemples et notamment l'Indre-et-Loire

C'est dire l'intérêt — pas seulement rétrospectif — d'une analyse des résultats de notre mot d'ordre du 8 avril sous sa forme la plus efficace : le vote « nul » appliqué dans des conditions techniques qui nous furent au plus haut point défavorables.

Comme on l'a écrit ici-même dès la semaine dernière, la géographie générale du « Nul » ne permet guère d'avancer que la part de la droite ait été notable dans les quelque 800.000 bulletins nuls « politiques ». L'Est et l'Ouest armoricains se sont figés dans une hostilité monolithique. Quelques exceptions dues à l'activité des Fédérations P.S.U. — telle celle des Côtes-du-Nord — n'en prennent que plus de valeur.

Inversement, la zone du Sud-Ouest a bénéficié de l'appui de la « Dépêche ». Mais ce concours nous mettait simplement à armes (presque) égales. La preuve est faite que nous savons alors sortir de la zone de médiocrité où nous refoule habituellement l'indigence de nos moyens.

C'est dire que la question des moyens devient vitale au stade où nous sommes.

Quelques autres secteurs « forts » s'expliquent moins aisément. Ainsi les pays de la Loire moyenne (en gros de la Nièvre à la Sarthe) avec le résultat de pointe de l'Indre-et-Loire.

C'est, pour une part, la zone de diffusion de la « Nouvelle République » qui, mal repentie des thèses « Algérie française », a boudé le « Oui » sans toutefois le combattre.

Mais on ne peut dépasser les imprécisions d'une analyse superficielle qu'en descendant au plus près, au niveau des cantons, voire à celui des communes. Il faut le tenter ici à titre d'expérience.

Base politique et perspective socialiste dans les campagnes

Un seul des cantons ruraux d'Indre-et-Loire qui, en 1958, se trouvait dans la zone de faiblesse du « Non » (moins de 10 p. 100 des inscrits) dépasse cette fois la moyenne départementale des « nuls », les autres se situant à 7 ou moins de 7 p. 100 des votants. Par contre, tous les cantons qui dépassaient la moyenne départementale du « Non » en 1958, dépassent cette fois 8 p. 100 de nuls, à l'exception d'un seul.

Là se trouvent les pourcentages les plus élevés : Bléré : 9,4 ; Grand-Présigny : 9,5 ; Loches : 10,5. La coïncidence de la zone de force des « Non » de 1958 et de celle des « Nuls » de 1962 est éloquente. Elle l'est d'autant plus si on considère que les cantons Est et Sud du département, traditionnellement « à gauche », avaient enregistré en 1958 un pourcentage appréciable de votes « Non » en sus des suffrages communistes de 1956. Et un premier pointage confirme que c'est le même secteur d'opinion qui, cette fois, s'est orienté vers le nul.

Il y a donc, dans ces régions à prépondérance de vie agricole, une base pour la politique que nous représentons et que notre mot d'ordre du 8 avril a exprimée. Cette base est constituée, pour l'essentiel, des débris de l'électorat S.F.I.O. et radical de la première moitié du siècle. De tels éléments sont, dans le moment présent, portés vers nous par des réflexes étroitement « politiques » ; leur perspective, sauf exception, n'est pas celle du « Front Socialiste ». Mais avons-nous choisi de ne travailler qu'avec des hommes et des femmes immédiatement accessibles à la politique de « Front Socialiste » ? Notre ambition, notre rôle est de gagner à cette politique tous ceux qui, de par leur situation de classe face aux diverses couches exploiteuses, peuvent agir dans la même direction que nous. L'attachement de tels ou tels éléments à des formes périmées, rétrogrades, du mode de production et de la propriété fait problème, mais c'est là justement ce qu'il nous faut résoudre. Si nous rejetons tous ceux qui, dans ce pays, tiennent à quelque morceau du passé, nous risquons fort une détectable solitude. Le critère décisif n'est pas « l'ancien ou le nouveau ». Il est la place dans le processus de production. Et les couches d'avant-garde ne sont pas « prédestinées ». Seront couches d'avant-garde, celles qui entreront le plus vite et iront le plus loin dans leur conflit avec les divers secteurs du capitalisme. A nous de faire que, dans ces régions où prédomine la petite exploitation de faire-valoir direct individuel, flanquée du fermage et même du métayage, dans ce secteur où précisément les actions revendicatives de l'été dernier ont eu plus de vigueur que partout ailleurs en Touraine, les luttes sociales ne s'enfoncent pas dans l'impasse conservatrice du poujadisme (de droite ou de gauche), mais aboutissent au plus tôt à une mise en cause des structures économiques et sociales. C'est affaire d'abord d'engagement de nos militants — là comme partout — dans les organisations corporatives et coopératives.

Mais nous parviendrons d'autant mieux à prévenir une rechute poujadiste si, apparaissant comme la force d'opposition la plus conséquente, la plus ferme au régime gaulliste, nous exploitons notre position pour combattre la démagogie de la politique « paysanne » du pouvoir, bref si nous

parvenons à fondre les mobiles politiques et les revendications sociales progressives. Nous n'avons pas à faire le tri des armes dont nous disposons pour préparer la relève, pour réunir, sous notre direction, les courants politiques qui joueront, dans cette relève, le rôle déterminant. Nous ne serions coupables — et lourdement — que si, par facilité, nous acceptions de nous aligner sur l'ensemble des revendications actuelles de cette paysannerie individuelle, quand nous savons que certaines revendications visent à la consolidation réactionnaire de l'état de choses existant. En Indre-et-Loire comme en beaucoup d'autres départements, où la vague U.N.R. a presque tout submergé en 1958, nous avons à organiser la reconquête à partir des moles de résistance. Le mot d'ordre du « Nul » a été un élément de cette tactique et, dans ce cas précis, payant.

Notre mot d'ordre et les salariés des villes

Dans l'agglomération de Tours, ville et banlieue, on peut s'interroger sur l'influence de Jean Royer, député, maire de Tours, qui vota l'amendement Salan. Là seulement cette influence a pu jouer notablement (hors de Tours, l'autorité de Royer est très faible) en faveur de « Nuls — Algérie française ».

Ce qui compte dans une telle évaluation, c'est le facteur dominant — celui qui peut expliquer l'inégalité des pourcentages entre les divers quartiers. Or, les pourcentages les plus faibles sont ceux du canton ouest de la ville (dont Royer est conseiller général), et du centre, fief indépendant-U.N.R. : dans ces quartiers, les « Non » l'emportent sur les « nuls » ; dans ces quartiers, la droite « Algérie française » a, comme ailleurs, voté « Non ».

Par contre, les quartiers est et sud-est, où se sont élevés récemment des massifs puissants d'H.L.M., où résident une majorité d'ouvriers, d'employés, de cadres donnent plus de 10 p. 100 de nuls (15 p. 100 dans certains bureaux) et beaucoup plus de nuls que de non. C'est vrai notamment du bastion traditionnel communiste de Beaujardin qui donne le pourcentage record de 10,9 p. 100 de nuls : 228 nuls contre 203 non.

C'est vrai enfin de Saint-Pierre-des-Corps qui donne 9,2 p. 100 de nuls, soit 549 contre 363 non — avec 12,4 p. 100 d'abstentions : de la sorte, les « oui » sont, par rapport aux inscrits, inférieurs à la moyenne nationale dans cette ville qui fut une des rares à donner, dès 1958, une majorité de « Non » et qui apporte jusqu'à 60 p. 100 des suffrages exprimés au P.C.

C'est la preuve qu'il n'y a pas de secteurs prémunis contre nos initiatives politiques — le secteur communiste pas plus que les autres — contrairement à ce que la presse de tous bords, quasi unanime pour une fois, a cru bon de conclure d'un examen superficiel des résultats du 8 avril. Cette unanimité montre combien nous bousculons le jeu traditionnel, combien nous troublons cet univers harmonieux où le meuble communiste est un élément du décor.

On a prudemment escamoté le fait que si le pourcentage des nuls était souvent plus faible qu'ailleurs dans les fiefs communistes (la loi de plus grande résistance des zones de force d'un parti joue pour le P.C. comme elle joue pour la S.F.I.O. dans le Nord et pour les partis réactionnaires dans l'Est) la progression y est souvent supérieure à la moyenne nationale.

Aux exemples cités ici la semaine dernière on pourrait, pour la région parisienne, ajouter Saint-Ouen, Montreuil. En Seine-et-Oise, dans le canton d'Argenteuil, le nul passe de 1,992 à 4.188, les abstentions augmentent de 3.406, soit au total 5.692 suffrages exprimés de moins. Et si le pourcentage des nuls est demeuré faible à Ivry, comment ignorer que pour 400 inscrits de moins, il y a 3.000 votants de moins sur 24.000 !

Car on a estompé cette autre évidence : la progression des abstentions est, dans les zones de force du P.C.F., sensiblement supérieure à la moyenne nationale qui est insignifiante. Même si notre mot d'ordre précis du « Nul » n'a pu toujours être répercuté, ce que nous avions prévu s'est, là aussi, largement vérifié : dé-

cidé à coller à sa masse électorale la plus « modérée », le P.C.F. n'a pas été suivi intégralement dans son opération « oui mais ».

Accroître rapidement nos moyens

Mais le succès d'un mot d'ordre, si juste soit-il, dépend, pour l'essentiel, de nos moyens d'intervention, c'est-à-dire de la force et de l'activité de notre organisation locale, le détail des résultats de l'Indre-et-Loire évoqués à titre d'exemple ne laisse à cet égard aucun doute et notamment celui de Saint-Pierre-des-Corps.

Bien entendu, les conditions objectives, propres à chaque département, peuvent rendre le travail plus difficile ici et là : il y a des situations « ouvertes » : c'est le cas des pays de la Loire moyenne, de l'agglomération parisienne, de la Seine-et-Oise, où de vastes zones sont disponibles. Il y a des secteurs plus bloqués, des zones solidement occupées : Est, Nord, marges armoricaines.

Au moins chaque Fédération doit-elle connaître son champ d'action : l'étude approfondie des résultats d'une consultation électorale est un des moyens de cette connaissance.

Mais quel que soit le rythme, la démarche est la même : il faut, à partir des positions politiques conquises depuis 6 mois par le parti, devenu — et le référendum l'a confirmé aux yeux du « grand public » — une force capable d'efficacité, il faut entreprendre un travail de consolidation, d'organisation, d'implantation. Il faut aménager le terrain conquis, canton par canton, quartier par quartier, l'appuyer sur la diffusion de la presse et du matériel de propagande, rechercher et mettre en avant les hommes et femmes qui peuvent être, dans chaque secteur, les chefs de file du P.S.U. Il faut matérialiser et personnaliser notre présence. Il faut recruter, porter nos effectifs — donc notre capacité d'intervention — au niveau de notre influence générale.

Il faut faire fructifier nos succès politiques, y compris celui du référendum, les événements des tout derniers jours nous y aident.

C'est là l'impératif pour le nouveau parti au seuil de la seconde période de l'Histoire du système gaulliste,

Jean Poperen.

Le billet de Jean Binot :

De la musique avant toute chose !

« Amis, plaignons le sort
Des pauvres harengs saurs... »

Cette chanson de ma jeunesse me revenait en mémoire comme je lisais la décision souveraine du chef de l'Etat : Debré congédié ! Debré l'irremplaçable qui, durant quatre ans, chaque jour que Dieu fit, se renia au service de son maître ! J'ébauchai un couplet nouveau à ma chanson ancienne :

« Amis, plaignons le sort
des inconditionnels... »

Car, enfin, vous les imaginez, vous, les Le Tac, Dusseaux, Schmittlein et tous les Neuwirth expliquant le sacrifice du meilleur, le plus inconditionnel d'entre eux, comme la preuve suprême de la bonté du général, qui sait infailliblement récompenser ses créatures à proportion de leur obéissance instinctive...

Dès le 9 au matin, laissant au vestiaire les « mais » et autres restrictions mentales qui parsemaient les « oui », le plébiscite s'emparaît du paquet, avec la manière de s'en servir.

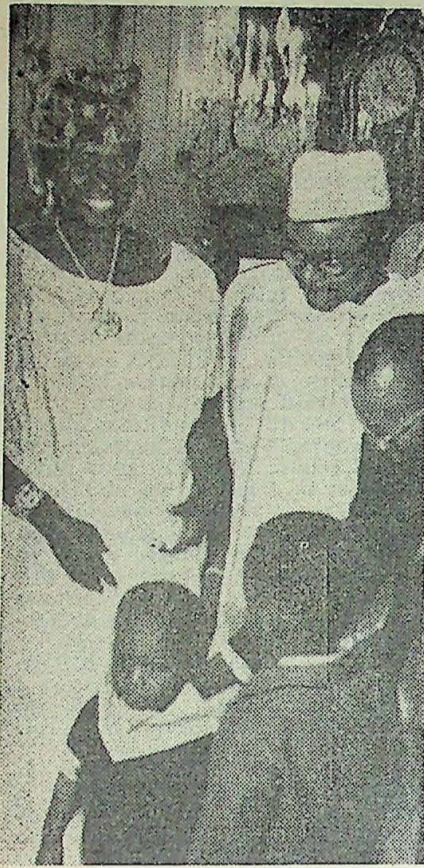
Quant aux apprentis machiavels d'Arras et d'ailleurs, ils ont de plus en plus le physique de l'emploi, qui leur vaudrait à leur tour d'être chansonnés :

« Si tous les oui-oui

Avaient des clochettes... »

Mais la farce du 8 avril pourrait s'achever sur une chanson triste.

Sous le signe d'Ubu :



(A.D.P.)

« Une femme, c'est une merveille... »

PLUS que tout autre République africaine, la République de Haute-Volta pose un problème moral et politique à l'homme de gauche : ce petit pays de 3 à 4 millions d'habitants (1), perdu au milieu de l'Afrique, sans ressource spéciale, ne présente aucun intérêt intrinsèque, aucun caractère original, sauf celui d'être la République la plus ubuesque qui soit au sud du Sahara. La décrire avec objectivité nous oblige à mettre l'accent sur le ridicule et la nocivité de sa classe dirigeante ; la plupart des commentateurs de gauche ont préféré un silence d'autant plus facile que d'autres Républiques, plus riches ou plus engagées politiquement, intéressent davantage l'opinion publique. En se taisant, ces spécialistes des questions d'outre-mer pensaient en toute bonne foi faire œuvre anti-raciste, protéger les premiers pas maladroits d'une jeune équipe dirigeante. Or, ce silence est objectivement raciste et réactionnaire. Raciste, car, par préterition, il présuppose l'inévitable, l'incapacité des jeunes Etats ; réactionnaire, car le capitalisme compte sur ce silence : l'enfer du néo-colonialisme est pavé des bonnes intentions de la gauche.

En décrivant, au contraire, sans voile pudique, la réalité politique, économique et sociale de la Haute-Volta, on éclaire le vrai visage de la « décolonisation » menée par l'homme de Brazzaville ; on montre que le seul résultat pratique de la politique gaulliste a été de hisser au pouvoir une pseudo-élite artificielle dont l'unique fonction est de perpétuer le colonialisme en maintenant la réalité des pouvoirs de la chefferie traditionnelle et du capitalisme privé international.

Une indépendance "de classe"

Dans ses proclamations politiques, le gouvernement voltaïque affirme sa volonté de conquérir totalement l'indépendance, en passant du stade de l'indépendance politique à celui de l'indépendance économique. Il affirme également sa volonté de faire bénéficier la masse du peuple voltaïque de cette promotion internationale, en supprimant les inégalités sociales traditionnelles, en limitant les privilèges du capitalisme, en planifiant le développement économique.

Cette promotion doit se faire dans un régime de liberté différent du communisme « qui annihile la personnalité », dans une atmosphère anti-matérialiste :

« Tous les pays d'Afrique devenus indépendants, ont dû d'abord se déterminer par rapport aux grandes puissances extérieures, nous avons tous dit ce que nous ne sommes pas : mais il convient peut-être maintenant que nous nous déterminions par rapport à ce que nous sommes ; car,

à côté des actuelles civilisations de la machine divisée qui, trop souvent, ne débouchent que sur l'angoisse, que sur le vide du cœur et de l'âme, l'Afrique semble la mieux placée pour susciter cette civilisation de l'homme pour lui-même, pour révaloriser, à l'échelle ultra-moderne et à l'usage international, l'antique sagesse africaine » (2).

Ce programme n'est qu'un paravent destiné à l'opinion internationale et à ce qui existe d'opinion publique intérieure ; il ne saurait d'ailleurs être appliqué par une classe dont ce serait la mort.

*

La classe au pouvoir n'est pas « nationale ». La Haute-Volta, plus encore qu'aucune autre République africaine, est une construction arbitraire de la colonisation. Créée en 1919 elle a été supprimée en 1932 pour n'être reconstituée qu'en 1947. Entre temps, son territoire avait éclaté entre le Soudan, le Niger et la Côte-d'Ivoire.

Son unité est tout autant artificielle que sa division : aucune unité ethnique, aucune unité économique. En 1962, la masse ignore le nom même de la « Haute-Volta » ; a fortiori, elle ignore qu'elle est indépendante et ce que signifie la notion d'indépendance. L'hymne national n'est pas distingué d'une quelconque marche militaire.

Le Parti (Parti Démocratique de la Haute-Volta, section nationale du R.D.A.), théoriquement implanté dans chaque village, n'a aucune emprise sur une masse qui en ignore généralement l'existence et le nom. Dans un village, situé à une vingtaine de kilomètres de la capitale Ouagadougou, celui qui nous avait été désigné comme étant le secrétaire local du P.D.H.V. affirmait qu'il n'existait personne de son village inscrit au Parti et que lui-même n'en possédait pas la carte ! Pressé de questions, il se rappela qu'un an auparavant, « des gens étaient passés, qui lui avaient dit qu'il était secrétaire », il n'avait pas compris. Ces gens n'étaient pas revenus...

Cependant cette nomination était symptomatique du recrutement du P.D.H.V. : ce secrétaire était catholique et fils du chef de village.

Peu après la deuxième guerre mondiale, il n'existait pas encore d'école publique en Haute-Volta, si bien qu'à l'heure actuelle, les seuls adultes instruits sont passés par les écoles des Missions. L'équipe gouvernementale, dans ce pays encore essentiellement animiste, est exclusivement catholique. Sa terminologie s'en ressent : les habitants sont des âmes, la Constitution, un bréviaire, le congrès du Parti, une retraite, la doctrine politique, une foi (3). Les fêtes anniversaires de fondation des missions sont des fêtes nationales. Les couleurs papales sont régulièrement hissées au sommet du palais présidentiel. Les relations avec le Vatican furent jusqu'à ces derniers jours excellentes ; un détail du protocole voltaïque, une question d'horaire aérien, les assombrèrent un instant. Le Pape avait invité Maurice Yameogo (il fut le premier des chefs africains à l'être). Pour se rendre à cette invite, celui-ci

devait faire escale à Nice. Or, le Président d'une République, sur laquelle « le monde entier a les yeux tournés » à en croire les déclarations gouvernementales, ne peut mettre pied dans un pays à moins d'y être reçu par le Chef d'Etat en personne. Le général de Gaulle ne pouvant venir à Nice, Maurice Yameogo refusa l'invitation papale. Le problème est maintenant résolu : le chef voltaïque ira à Rome après sa visite officielle à Paris.

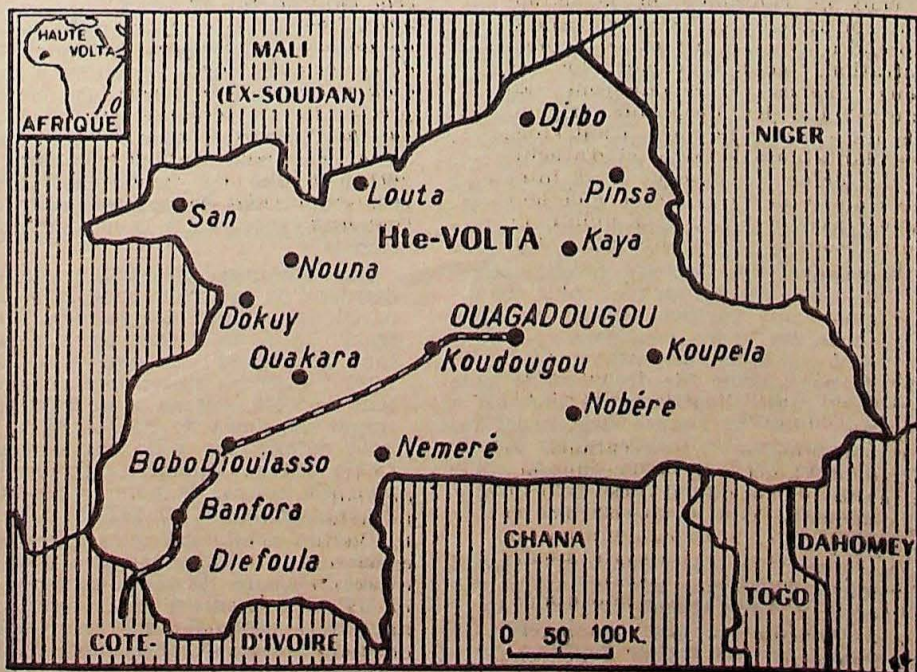
L'Eglise a su pardonner au premier fils d'un pays auquel, dit-on, s'intéresserait l'ordre de Malte, d'un pays, qui subventionne ses écoles, ses entreprises industrielles et commerciales, qui permet au clergé local d'être une des plus grosses organisations bancaires voltaïques, pouvant prêter même aux succursales locales des grands trusts commerciaux internationaux. Cependant, malgré l'ancienneté de leur implantation et leur richesse, les missions n'ont converti qu'une minorité de voltaïques : 120.000 environ. Il y a donc là une première raison de clivage entre les gouvernants et les gouvernés.

En parole le P.D.H.V. est contre la chefferie traditionnelle, qui est très forte dans tout le centre de la Haute-Volta, occupé par un des plus grands empires noirs, celui des Mossis. La capitale voltaïque est d'ailleurs la capitale traditionnelle de l'empereur des Mossis, le Moro Naba.

Toutefois cette opposition est surtout théorique ; d'une part, la chefferie n'est pas supprimée, mais s'éteindra par extinction, les chefs décédés n'étant pas remplacés. D'autre part et surtout, seuls les privilégiés administratifs de la chefferie seront supprimés : les chefs actuels, leurs descendants conservent toutes leurs propriétés ; or l'inégalité foncière est grande en Haute-Volta et acquiert une signification humaine particulière, les chefs étant probablement les seuls habitants de la brousse à manger à leur faim toute l'année... Dans ces conditions, la plupart des chefs se sont ralliés au régime : l'empereur des Mossis, le Moro Naba affirme : « La chefferie sera à vos côtés dans la bataille économique ». Le chef du Yatenga, deuxième chef mossi, est député, plusieurs ministres même sont chefs. Quant au gouvernement, il se contente, pour l'instant, d'interdire aux chefs de porter des cheveux longs et des bracolets et se proclame « certain que le ridicule aidera à accélérer leur mort ». En attendant, les sommes budgétaires inscrites en faveur de la chefferie — quelques milliers d'individus — excèdent celles inscrites en faveur des paysans — quelques millions d'individus — (exactement 70 millions de francs contre 67 millions).

Il n'est pas étonnant, dans ces conditions, que la masse continue à considérer les chefs comme les personnages principaux ; il était politique pour le P.D.H.V. d'essayer de recruter ses secrétaires dans cette couche sociale respectée.

L'élite du parti n'aime cependant pas pour autant que la faiblesse de son implantation soit mise en évidence. A la question « Quel est le plus grand homme de la Haute-Volta ? »



Une construction arbitraire, sans aucune unité ethnique ni économique.

M. Yameogo vient de quitter Paris. Il rentre d'un voyage d'études sur la signification de l'indépendance pour le peuple noir, sur ce que pourraient être les formes de la lutte en ces pays, ne saurait être la liste en ces pays, ne saurait être la façon partisane. L'Afrique d'aujourd'hui est pleine de mutations, et que l'on ne se précipite pas.

Outre le grand intérêt de ce voyage, Chanteraine prouve qu'il est possible de militer — à tout militant dont les objectifs sont la justice sociale et de culture d'en faire.

L'immense majorité des Mossis répond, non pas « Maurice Yameogo », mais le « Moro Naba ». Pour l'avoir innocemment posée, un jeune enquêteur du C.N.R.S., menant à la demande des pays de l'Entente, une enquête sur la jeunesse, s'est vu intimé par le ministre de l'Intérieur, l'ordre d'arrêter immédiatement, sous prétexte de « communisme ».

Les jets d'eau du président Yameogo

Une telle classe, sans racines dans le pays, ne peut, malgré ses dires, mener une politique sociale. Ses fins sont égoïstes. Depuis le dernier congrès, tous les ministres sont membres du Bureau Politique, qui apparaît ainsi moins comme l'avant-garde éclairée du peuple, que comme un groupe de profiteurs.

Ses principales préoccupations sont de développer ses privilèges. Cela commence par les privilèges honorifiques : les titres, les villas, les voitures sont strictement répartis, les signes extérieurs de puissance, strictement réglementés : « La voiture de Monsieur le Président de la République porte sur l'aile gauche un fanion à frange or de 0,30 sur 0,40. Les ambassadeurs de la République de Haute-Volta à l'étranger ont pour marque un fanion de 0,20 sur 0,30 et les commandants de cercle, dans leur circonscription, un fanion de commandement de 0,14 sur 0,21. Les véhicules de Monsieur le Président de l'Assemblée Nationale, des membres du Gouvernement et de l'Assemblée Nationale arborent une cocarde tricolore ».

Cette promptitude à imiter les protocoles des vieilles nations n'aurait rien de critiquable en soi, si elle ne s'accompagnait de la même promptitude à accaparer la part la plus large possible du revenu national. Non seulement les dirigeants se sont attribués de substantiels traitements et indemnités, mais, par exemple, ils mettent en pratique une conception originale des sociétés mixtes, qui confond les parts de l'Etat et celles des ministres ; les statuts de certaines sociétés ont été modifiés de façon à permettre aux membres du gouvernement de faire partie de leur conseil d'administration.

Avec une rapidité stupéfiante, cette élite, sortie hier seulement de la masse, a oublié les misères d'un peuple, un des plus misérables du monde. Alors que le problème de l'eau est le problème n° 1 du voltaïque, le Président Yameogo a, pour les fêtes de l'indépendance, en décembre 1961, embelli la résidence qui était celle de l'ancien gouverneur et qui est devenue la sienne, de jets d'eau. Le montant de l'investissement lui-même peut paraître somptueux puisqu'il dépasse ce qui est inscrit au budget annuel pour le paysannat ; mais l'inclinaison humaine est plus caractéristique encore : aux réceptions du Président, les fontaines coulent à flots, au point que le niveau des deux barrages de Ouagadougou descend au-dessous de la cote normale et qu'il est certain que les fontaines publiques ne seront pas alimentées à la fin de la saison sèche et que la population manquera d'eau !

Alors que la femme voltaïque fait couramment 20 km par jour, son enfant sur le dos, pour chercher l'eau nécessaire à sa famille, alors qu'elle doit écraser pendant des heures la mil, base du repas, et confectionner quantité de petits objets qu'elle vendra au marché pour se procurer quelques dizaines de francs, Mme Yameogo, représentante de la section féminine de Ouagadougou, qui fréquente

la Haute-Volta

notre camarade Claude Chanteraine Haute-Volta. Ses réflexions sur la situation de certains peuples d'Afrique conditions de la révolution sociale généralisées ni interprétées de l'heure est un monde multiple, en fait approcher qu'avec une infinie

portage « pris sur le vif », Claude Chanteraine en dépit d'un travail accablant, les difficultés peuvent être source d'enrichissement pour l'ensemble du Parti.

plus les hauts fonctionnaires et les grands couturiers que les femmes de la brousse. « livra », au dernier congrès du Parti, selon les propres termes du commentateur officiel, « le secret de la femme » : « Une femme, c'est une merveille, et quelle merveille... » et en conclut comme proposition positive « qu'il ne fallait pas que les filles restent au bureau après le travail pour le simple plaisir du patron ». Quant aux autres femmes, aucune amélioration de leur sort n'était proposée.

L'attachement des dirigeants au sort de la masse est donc plus feint que réel, le mouvement coopératif, la planification en sont deux parfaites illustrations.

Des coopératives sans coopérateurs

La base théorique du mouvement coopératif est excellente : il s'agit de constituer des coopératives de consommation, destinées à limiter les marges bénéficiaires abusives des grandes maisons de commerce et de mettre ainsi à la portée des voltaïques des produits à bas prix. En pratique, les coopératives présentent en Haute-Volta des traits originaux : le premier et le plus particulier est l'absence de coopérateurs, le second est qu'elles sont dirigées par des employés de la S.C.O.A. (4), détachés de leur maison et qu'elles se ravitaillent exclusivement dans les maisons S.C.O.A., la troisième enfin qu'elles font du dumping à l'égard des produits locaux et qu'elles vendent par exemple à 30 fr le kg, les pommes de terre que les maraîchers locaux vendent à 60 francs.

Subventionnés par l'Etat, reprenant la formule première de la colonisation commerciale qui consistait à diminuer au maximum les frais généraux, les grands trusts reprennent un bail en Haute-Volta.

La base théorique de la planification est tout aussi excellente ; il est inutile d'insister sur la nécessité pour un pays sous-développé d'avoir recours aux techniques économiques modernes, mais en Haute-Volta, elles prennent un aspect étonnant tant chez les conseillers européens que chez les ministres africains.

Les conseillers européens sont d'administrateurs de la France d'outre-mer que rien ne prédisposait particulièrement à devenir des planificateurs mais qui ont subi un stage de quelques mois rue Monsieur. De ce stage, ils sortent dotés d'une science aussi neuve que mal digérée. Pour eux, les notions courantes de « coefficient de capital », « d'investissements induits » etc... ne sont pas de pratiques outils mais de redoutables divinités. Leur zèle à les contenter serait attendrissant s'il n'était également néfaste. Complètement dépassés par l'ampleur d'une tâche qu'avec l'aide du néophyte ils se sont initialement crus aptes à remplir, ils bâclent un monstre, qualifié plan. Ils ne sont cependant pas sans savoir que rien de positif n'en sortira, aussi chacun cherche-t-il à tirer son épingle du jeu et à partir ailleurs. Il n'est pas totalement gratuit de supposer que l'équipe africaine dirigeante, dans son désir d'inaction, est satisfaite de la carence de ces techniciens étrangers, sur lesquels elle ne manquera pas de faire retomber la responsabilité des échecs.

Pour juger des conceptions économiques du gouvernement voltaïque, il suffit de citer, au hasard, quelques paroles du Président Yameogo en la matière, prononcées à l'occasion du Nouvel An :

« De notre libération économique, d'aucuns en rigolent ; eh bien ! nous allons donner un rendez-vous très bref à tous ceux qui ne croient pas que nous sommes capables d'abord de nourrir tous nos hommes qui sont nombreux, nous allons encore leur donner rendez-vous pour fin 1962 sur le plan économique et avec le dynamisme qui nous anime, avec la foi qui est la nôtre, nous sommes convaincus qu'il y aura encore une autre fête, la fête de l'Indépendance économique, dans cinq ans peut-être, qui rassemblera encore, si nous le voulons, tous les pays qui sont venus voir notre fête politique, pour qu'ils sachent que si nous avons abouti à des résultats que chacun de nous connaît, c'est pour aboutir à l'essentiel des résultats, c'est-à-dire l'Indépendance économique. Et nous sommes sûrs qu'économiquement nous serons indépendants. Parce que nous n'avons rien fait au Bon Dieu ; puisqu'il nous a créés si nombreux, nous ne lui avons rien fait pour qu'il nous livre à la misère. Nous trouverons les filons ; nous sommes sûrs que nous irons de l'avant et nous ressemblerons très rapidement aux autres, si déjà, nous ne leur ressemblons pas ».

Cette forme de raisonnement rejoint celle d'un ministre, parent du résident qui affirme que « s'il n'y a rien au-dessus du sol, c'est que le Bon Dieu a mis l'essence dessous... » et qui se refuse à admettre qu'à l'extrême limite ce serait du pétrole !

Au « Volta-pressing »

Cette incurie doctrinale traduit l'impossibilité où se trouve une telle classe de privilégiés de développer un



Vingt kilomètres pour chercher l'eau...

jeune pays indépendant. Ses intérêts et ceux de l'ensemble de la nation sont contradictoires ; elle se borne à reprendre avec l'autorité que l'administration coloniale n'avait plus, les vieux thèmes du colonialisme. En Haute-Volta, les dirigeants exigent, tels les « commandants » d'autrefois, des plantations de coton et d'arachide. La défense étroite de leurs intérêts s'abrite derrière l'absence de leur théorie économique et la nullité de leurs conseillers techniques. Elle s'abrite également derrière les réalisations de leurs conseillers privés petits requins capitalistes de faible envergure, qui, sous prétexte d'industrialiser la Haute-Volta, installent à Ouagadougou de petites fabriques, n'utilisant d'ailleurs que quelques dizaines d'employés.

A chacune de ces créations, le Président Yameogo prononce une désarmante allocution, où il est difficile de démêler la part de roublardise et la part de naïveté. L'inauguration du « Volta-Pressing », teinturier appartenant au conseiller privé du Président, a permis une de ces allocutions :

« Je ne sais par où commencer, pour vous féliciter, au nom de tous ceux qui sont là, pour la réalisation que vous venez d'effectuer au bénéfice de notre capitale. Il va de soi qu'une capitale en voie de modernisation ne

peut se concevoir sans un pressing. Dans une ville où les hommes et les femmes ainsi que les jeunes filles veulent sortir d'un certain stade pour accéder à l'évolution, la propreté et la correction sont de mise. Et ceci ne pouvait se concevoir qu'à l'aide d'une installation de cette nature.

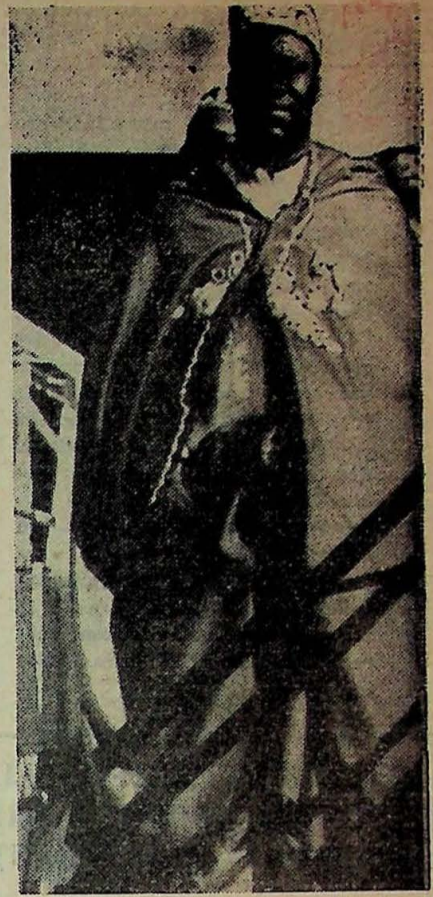
« D'autre part, il convient de vous féliciter parce que, comme vous l'avez si bien dit, vous avez contribué dans votre modeste part au développement de la ville par l'installation de ce qu'on appelle une « petite industrie ». J'ai suivi vos efforts qui durent de plus de deux ans pour mettre sur pied cette usine. Vous avez connu quelques difficultés qui auraient pu vous décourager. Je me souviens qu'une énorme machine était arrivée ici, très abîmée. Il a fallu attendre et recommencer. Néanmoins vous avez fait preuve de persévérance, non pas pour nettoyer vos beaux costumes, car de tous temps, sans le pressing vous fûtes un homme élégant, mais c'est parce que certainement vous avez vu que la capitale avait besoin de cet outil-là.

« Pour cela nous vous remercions et nous vous félicitons, et je crois être l'interprète également de tout le monde pour vous dire que si chacun, dans sa modeste part, pouvait apporter à la capitale voltaïque ce que vous venez de lui apporter, petit à petit, nous ferons de Ouagadougou une ville agréable. Et ce qui nous importe pour nous voltaïques, à quelque titre que nous soyons, c'est de vivre à Ouagadougou d'une manière correcte. Si nous ne sommes pas ambitieux outre mesure, nous voulons quand même être normaux. Et cette réalisation nous permet de franchir déjà une étape, car lorsque des étrangers viennent chez nous et qu'ils ont une chemise sale, un costume très cher, qui

est taché, et qu'il faut remettre tout cela dans la serviette, c'est très gênant. Vous venez là d'enlever comme on dit une épine du pied de chacun de ces gens-là. Soyez-en félicités et je crois que nous aurons l'occasion d'apprécier les services que cela rendra par la coquetterie et l'élégance qui seront à nouveau remarquées dans notre ville que nous voulons plus belle et plus agréable pour tous, et pour vous aussi. »

Seule, la révolution interne...

Cette description n'a mis l'accent que sur la Haute-Volta officielle ; or la Volta réelle ne se confond pas avec la Volta légale. Les élites vraies, celles sorties du pays, celles désireuses d'une promotion sociale existent ; au mieux, elles sont réduites au silence ; au pire, en prison ou en exil. Elles ont toutefois une chance : l'opposition ethnique, religieuse, économique, politique et sociale qui oppose l'Ouest et l'Est, la capitale économique Bobo-Dioulasso à la capitale politique Ouagadougou, les Bobos aux Mossis, les régions économiquement progressives aux terres stériles. Cette opposition ne fait que croître, exacerbée par le racisme mossi du gouvernement, par son nationalisme hypertrophié, qui lui fait interdire l'émigration alors qu'il ne peut assurer le plein emploi en Haute-Volta, ni même la subsistance de ceux qu'il tente de priver des ressources monétaires et de la nourriture obtenues à l'étranger. Cette émigration de travailleurs manuels se double d'une émigration de jeunes intellectuels, d'étudiants, qui cherchent ailleurs emploi et carrière. Contre eux, s'acharne une équipe dont le curriculum vitae note qu'elle a fait de « fortes études primaires... ». Ces jeunes étudiants sont tous plus ou moins membres du P.A.I., le Parti Africain de l'Indépendance qui place la révolution interne au premier plan de son programme.



(Keystone)

LE MORO-NABA empereur des Mossis « La chefferie est à vos côtés... »

Par cet ostracisme du P.A.I., la Haute-Volta rejoint le cas général de l'Afrique Noire. A la lueur de tels exemples, la gauche française authentique se doit de désacraliser certaines notions, telle celle de l'Indépendance. Le sens de l'Indépendance politique est différent selon que cette indépendance a été acquise ou octroyée. Dans le premier cas, elle est la traduction sur le plan international d'une révolution interne, dans le deuxième cas, qui est celui de l'Afrique Noire, hormis la Guinée, elle traduit la volonté du colonisateur de stopper cette révolution interne. Les équipes au pouvoir dans ces pays, sont toutes, peu ou prou, des classes de collaborateurs, objectivement réactionnaires, quels que soient leurs buts subjectifs. L'indépendance réelle ne sera acquise que par la révolution interne.

Dans cette optique, les critiques du présent ne sauraient se confondre avec un quelconque éloge du colonialisme. Elles ne visent qu'à dénoncer les astuces derrière lesquelles se développe le néo-colonialisme.

Claude Chanteraine.

(1) Les statistiques officielles diffèrent entre elles de 25 p. 100.

(2) Message du Nouvel An (1962) de Maurice Yaméogo.

(3) Les termes du télégramme de M. Yameogo à de Gaulle, à l'occasion du cessez-le-feu, traduit bien cette influence religieuse :

« En faisant la paix en Algérie, vous avez délivré la France d'un cas de conscience dont le monde libre vous restera éternellement reconnaissant. En faisant la paix en Algérie, vous avez facilité l'unité africaine et l'Afrique unie de demain sera votre plus efficace alliée. En faisant la paix en Algérie, vous avez démontré la sublime beauté de croire en un Dieu unique. Vous avez ainsi démontré avec éclat que vous demeurez l'homme, le seul fils d'un pays colonial qui a transformé son empire en Etats libres pour être conforme au génie de la France que vous incarnez à jamais. Les hommes parlent et s'agitent vainement, mais vous, au contraire, vous agissez efficacement. Que Dieu vous protège pour le renouveau de la France désormais assuré. Haute considération. »

(4) Société Commerciale de l'Ouest Africain, un des plus grands trusts commerciaux en Afrique.

Le P.S.U. et le logement des rapatriés d'Algérie

Le décret du 8 mars 1962 attribuant aux rapatriés d'Algérie 10 % des logements locatifs H.L.M. a suscité fort peu de commentaires publics. Le groupe P.S.U. du Conseil général a estimé, lui, que ce problème devait être posé devant l'opinion publique et que des solutions devaient être trouvées qui, tout en apportant une aide réelle aux rapatriés, ne lésent en rien les intérêts légitimes des dizaines de millions de mal-logés qui attendent — certains depuis dix ans — un logement H.L.M.

Dans cet esprit notre camarade Claude Bourdet a fait à la tribune une intervention fort remarquable où il a déclaré notamment :

Le problème du logement est essentiel pour ces familles souvent coupées de tout lien avec la métropole, je crois utile de revenir sur les mesures prises en faveur du relogement des rapatriés. Un décret du 8-3-62 prévoit que 10 % des logements H.L.M. doivent leur être réservés. Quant on connaît l'insuffisance de ces constructions locatives, on peut dire que cette formule ne leur apportera pas grand-chose tout en retardant, par contre, l'accession au logement des autres catégories nécessiteuses.

Pour privilégiés

D'autre part, ce décret n'impose pas aux rapatriés les conditions de revenu qui sont exigées des métropolitains pour pouvoir bénéficier d'attribution H.L.M. Ainsi donc, un statut privilégié est accordé dans les faits à ceux des Européens d'Algérie

qui disposent de ressources importantes, supérieures au plafond déjà trop élevé au-delà duquel on ne peut être inscrit dans un Office. Or, ce ne sont pas ceux-là auxquels on devrait penser en première ligne et, dans le régime de pénurie d'H.L.M. où nous vivons, l'élargissement au profit de ceux qui ont certains moyens restreindra la portion, déjà congrue, qui devrait être affectée à ceux qui n'ont rien.

Ceci est d'autant plus déplorable que si la guerre d'Algérie a souvent permis un enrichissement considérable à ceux qui possédaient là-bas industries, commerces ou domaines (je connais des firmes d'importance diverse qui ont au minimum triplé et parfois sextuplé leur chiffre d'affaires du fait du courant commercial dû, directement ou indirectement, à la présence de l'armée et de ses services) ce n'est nullement le cas pour les non-possédants. Et ce sont ceux-là, naturellement, qui s'inquiètent le plus de l'avenir et qui deviennent la proie des agitateurs de l'O.A.S.

Un tour de passe-passe

Un autre aspect de la question : des mal-logés de la région parisienne sont inscrits depuis une dizaine d'années dans nos Offices. Du fait de l'attribution d'H.L.M. aux Européens d'Algérie, ils leur faudra attendre encore un peu plus longtemps. Cette population métropolitaine, elle aussi prioritaire, et qui, par les impôts élevés qu'elle paie, finance la construction du secteur social, sera mécontente, une hostilité se développera entre les candidats anciens et nouveaux et c'est ce qu'il conviendrait précisément d'éviter.

Nous nous trouvons donc, une fois de plus, dans une de ces situations où le pouvoir se contente d'un tour de passe-passe comme il le fait pour les colonies de vacances et pour l'attribution des H.L.M. dans les communes de banlieue. Au lieu de faire l'effort nécessaire, au lieu de consacrer les crédits indispensables au secteur social, l'Etat gaulliste préfère faire montre d'une générosité apparente aux dépens d'autrui en « déshabillant » un secteur déjà nécessaire pour en « habiller » un autre qui ne l'est pas moins.

Des réinvestissements confortables

Mais, d'autre part, comme il faut faire flèche de tout bois, comme nous savons que le pouvoir n'abandonnera pas ses rêves planétaires et comme il y a lieu de rechercher les solutions exceptionnelles et urgentes dans une situation elle-même urgente et exceptionnelle, je voudrais attirer votre attention sur les faits suivants : dans le milieu de la construction, on estime que 40 % des programmes de construction privée réalisés dans la région parisienne sont financés par des capitaux en provenance d'Algérie. S'il en est ainsi, on est en droit de penser qu'un certain nombre d'Européens d'Algérie — ceux-là mêmes qui ont profité le plus largement de l'ancien système colonial dans cette région — sont en train de réinvestir leur fortune dans des opérations tout à fait rentables.

Prenons deux exemples :

● La Société Anonyme de Construction du Domaine des Haies à Creil s'est constituée entre des membres de la famille Hernandez, d'Oran. Cette famille possède sept propriétés urbaines et rurales en Algérie dont 400 ha d'orangeraie, des chambres frigorifiques, etc. Cette société a obtenu un permis de construire pour une première tranche de 1.000 logements primés à 6 et à 10 NF et pour une deuxième tranche de 1.500 logements environ.

La première tranche a été entièrement construite avant d'être mise en vente, le financement ayant été réalisé intégralement par les promoteurs. Les appartements sont vendus en copropriété. Mais aussi bien, ce transfert de capitaux de la famille Hernandez ne se fait-il pas à perte et l'opération lui permettra-t-elle de consolider en France, sinon le capital agricole qu'elle possédait en Algérie, du moins le produit des super-bénéfices faits depuis de longues années et probablement accrus depuis 7 ans.

Autre exemple :

● La Société Civile Immobilière Meudon-la-Forêt, avec un programme de 5.000 logements, dont les promoteurs sont MM. Blachette, J. Chevalier, Ludovic Tron.

On sait que M. Blachette a une importante fortune personnelle réa-

lisée pour une bonne part en Algérie. Cette Société Civile Immobilière a réalisé une première tranche de 2.600 logements répondant aux normes « Logéco » bénéficiant d'une prime de 10 NF et d'un prêt du Crédit Foncier.

La seconde tranche de l'opération qui est à l'étude comprend deux bâtiments de 10 étages et comporte 275 logements avec prime à 6 NF. Les autres tranches doivent être réalisées, avec primes et prêts du Crédit Foncier de France.

En outre, deux centres commerciaux sont prévus, dont l'un est en cours d'exécution.

Le prix de ces appartements, qui varie selon l'étage, est de près de 100.000 NF au 4^e étage.

Dans le cadre de la législation actuelle leur entreprise est parfaitement normale, et il n'y aurait pas de raison de ne pas l'encourager.

Mais, bien entendu, ce type d'opération par vente d'appartements, dont la marge bénéficiaire varie de 6 % pour le « Logéco » à plus de 30 % quand il n'y a pas de prêt du Crédit Foncier, ne peut profiter qu'à deux catégories de personnes : ceux qui ont les moyens financiers d'accéder à la propriété de leur logement, et ceux qui ont des capitaux qu'ils peuvent ainsi investir dans des opérations intéressantes, facilitées par l'aide de la collectivité.

Une proposition

Il doit être facile de recenser d'autres entreprises du même genre qui réinvestissent dans la construction des capitaux d'origine nord-africaine.

La question que je pose est alors la suivante :

Ne pourrait-on prévoir des dispositions législatives obligeant ces promoteurs à réserver dans leur programme d'habitation un certain pourcentage de logements locatifs à caractère social pour des rapatriés d'Afrique du Nord ?

On sait que le permis de construire est délivré moyennant un certain nombre de conditions. Il suffirait, dans ce cas, d'inclure une disposition imposant à ces sociétés immobilières un pourcentage à réserver au secteur social locatif.

Je formule cette proposition dans l'intérêt même des rapatriés d'Algérie qui n'ont pas les moyens de faire de l'accession à la propriété, et qui, je le répète, ne doivent pas être les parents pauvres, et à nouveau les victimes d'une situation pénible.

Compte tenu du volume actuel de la construction privée, cette mesure serait largement efficace : près de 10.000 logements pourraient être ainsi disponibles.

Cette proposition n'a rien d'exorbitant : toutes ces opérations ne sont-elles pas réalisées grâce à l'aide financière de l'Etat sans laquelle elles ne verraient jamais le jour ?

Je sais que de telles suggestions se heurteront à des arguments juridiques, mais en d'autres occasions, les Pouvoirs publics ont bien su faire preuve d'imagination dans la rédaction des textes réglementaires. Et, encore une fois, face à une situation exceptionnelle, il ne faut pas avoir peur des solutions exceptionnelles.

TOUTE LA PRESSE ACCLAME L'OUVRAGE SENSATIONNEL DONT « TRIBUNE SOCIALISTE » A ANNONCÉ RÉCEMMENT LA PARUTION : LES

ŒUVRES POÉTIQUES COMPLÈTES DE VICTOR HUGO

en un volume !

Jamais, dans aucun pays, écrivain n'a eu l'audience de cet immense poète dont deux millions de Français (chiffre officiel) ont suivi le cercueil. Tour à tour lyrique (*Les Contemplations*, *Les Feuilles d'automne*, etc.), exotique (*Les Orientales*), épique (*La Légende des siècles*), cosmique (*Dieu, La Fin de Satan*), familière (*Les Chansons des rues et des bois*), tonnante et vengeresse (*Les Châtiments*), la poésie de Victor Hugo domine tout un siècle, toute l'histoire littéraire française et l'histoire tout court. Si, dans la bibliothèque de chaque Français ne pouvait figurer qu'une seule œuvre poétique, ce serait évidemment celle de Victor Hugo.

Mais cette œuvre gigantesque (153.873 vers !) était jusqu'ici dispersée dans de nombreux recueils dont certains étaient devenus introuvables. Ce sera la gloire de l'édition française d'avoir réussi à la réunir en un seul magnifique volume qui en remplace vingt, en l'enrichissant d'une bibliographie, d'une chronologie illustrée de V. Hugo (40 pages), d'une table des Incipit (22 pages) et d'une table des matières de 34 pages.

Ce volume dont nous avions tenu à offrir la primeur à nos lecteurs, a été salué à la Foire du Livre à Francfort comme le chef-d'œuvre de l'édition européenne : 13 millions de caractères, 1.800 pages format 21x27, d'une typographie aérée, sur beau papier, reliure pleine toile, tranche supérieure dorée à l'or fin. Instrument de travail pour certains, livre de chevet pour beaucoup, ce sera l'ornement de la bibliothèque de tous.

Hâtez-vous donc — le tirage s'épuisant rapidement et le nombre d'exemplaires qui ont pu être mis de nouveau à notre disposition étant limité — de profiter des conditions exceptionnelles dont nous pouvons faire bénéficier nos lecteurs s'ils adressent immédiatement à notre Service littéraire, 71, rue des Saints-Pères, Paris (6^e), le bon de commande ci-dessous :



L'ENTHOUSIASME DE LA PRESSE

Magnifique volume (COMBAT) ... la dernière merveille (L'EXPRESS) ... indispensable recueil (FIGARO) ... l'événement littéraire de l'année (ARTS) ... un admirable livre qui fait honneur à l'édition française (L'INFORMATION) ... "un des livres les plus saisissants de l'année... la Grande Encyclopédie du lyrisme français, CLAUDE ROY (LIBÉRATION) etc... etc..."

CONDITIONS EXCEPTIONNELLES A NOS LECTEURS

(France métropolitaine)

13,50 NF par mois (10 versements)

OU 120 NF COMPTANT

(en 1 ou 3 versements)

Livraison immédiate à domicile
Transport et emballage gratuits
Faculté de retour et rien à payer d'avance

BON

à adresser à « Tribune Socialiste » (Service littéraire), 71, rue des Saints-Pères, Paris (6^e)

Veillez m'adresser les Œuvres poétiques complètes de Victor Hugo.

Je réglerai en 1 3 10 versements
sauf si je vous renvoie le volume 24 heures après réception.

NOM Profession

Adresse

N° C.C.P. ou bancaire

Signature :

Tribune Socialiste

HEBDOMADAIRE DU PARTI SOCIALISTE UNIFIE

Administration :

54, boulevard Garibaldi
Paris (XV^e)
SUF. 19-20

Rédaction :

8, rue Henner
Paris (IX^e)
FIG. 65-21 - TRI. 28-48

C.C.P. PARIS 5826-65

3 mois 5 NF
6 mois 10 NF
1 an 19 NF
Soutien 30 NF

Publicité :

Geneviève Mesguiche
54, boulevard Garibaldi
Paris-15^e.

RELANCE DE L'ACTION REVENDICATIVE

Il était prévisible que la fin de la guerre d'Algérie serait suivie d'une relance de l'action revendicative. Et le climat est d'autant plus favorable à l'action que les hausses de salaires obtenues en 1961 — très supérieures en moyenne aux recommandations de M. Debré au patronat — ont été malheureusement absorbées en partie par la montée des prix.

Il y a lieu toutefois de souligner l'extrême diversité des rémunérations selon les industries et les régions. C'est ainsi que les abattements de zone, qui sont en principe de 8 p. 100 au maximum, atteignent parfois 30 p. 100. Nous avons indiqué d'autre part dans un récent article les discriminations qui frappent les salaires des femmes ; ajoutons que les salaires des jeunes sont également pénalisés par des discriminations importantes.

Par ailleurs, beaucoup d'industries insuffisamment modernes, ou que les progrès techniques réalisés dans d'autres branches privent de débouchés, sont en crise. Les derniers mois de l'année dernière et le début de cette année ont été marqués par une série de conflits engendrés par des problèmes de reconversion, les plus importants étant ceux de Decazeville et d'Hennebont. Nous reviendrons prochainement sur ces conflits et sur la question du sous-développement régional.

Cependant, les progrès de la productivité dans les branches en expansion favorisent les revendications ouvrières. Il en est de même de la pénurie de main-d'œuvre qualifiée, situation qui ne se modifiera que l'année prochaine avec la réduction du service militaire. C'est ainsi qu'une tendance se dessine dans le secteur privé qui vise à étendre aux ouvriers les avantages des mensuels. C'est ainsi que la quatrième semaine de congé apparaît dans certaines entreprises (vingt-cinq mille nouveaux métallurgistes l'ont obtenue en 1961). Toutefois, en ce qui concerne la durée hebdomadaire du travail, la pratique fréquente des heures supplémentaires est un frein à la lutte pour sa diminution, les travailleurs renonçant difficilement au supplément de salaire qu'elles procurent.

Les syndicats : sceptiques

M. Valéry Giscard d'Estaing, successeur aux Finances de M. Baumgartner, avait proposé en février aux syndicats « un contrat de progrès » dont certains allaient jusqu'à dire qu'il serait « un contrat Matignon nouveau style » et qui, selon le ministre, permettrait de répartir équitablement les fruits de l'expansion. Ces projets seront sans doute repris sous le gouvernement de M. Pompidou qui est directeur de la Banque Rothschild, mais qui prête au capitalisme un masque souriant. Pour l'heure, ces propositions rencontrent le scepticisme ou l'hostilité des centrales syndicales.

La C.G.T. vient de lancer une « vaste campagne » qui concerne l'augmentation générale des salaires, traitements, pensions et retraites, la fixation du S.M.I.G. horaire à 2,20 NF, le retour à la semaine de 40 heures sans diminution de salaire, la révision des conventions collectives, aussi bien que l'amélioration de la Sécurité sociale et la nationalisation des grands monopoles de fait industriels et bancaires...

La C.F.T.C., quant à elle, assure que la formule « Table ronde » n'aboutit qu'à de « vaines discussions ». Elle insiste notamment sur la nécessité de garanties pour les prix et pour le S.M.I.G. qui devrait être lié à la production nationale. A défaut de planification démocratique, le pouvoir gaulliste s'efforce de mettre sur pied une économie « concertée », ce qui ne va pas sans difficultés.

Actuellement, un facteur naturel vient alimenter les revendications de salaires : il s'agit du froid qui se traduit par un renchérissement des fruits et des légumes particulièrement sensible dans le budget des familles en dépit de la revalorisation des allocations familiales. On sait d'ailleurs que celles-ci ont moins augmenté que les salaires. En principe, les excédents

des caisses d'allocations seront consacrés à l'amélioration des A.F. et non plus au renflouement du budget de l'assurance-maladie. Toutefois, ces avances remboursables peuvent encore être consenties par le Fonds des allocations familiales au Fonds des assurances sociales. Il est même prévu qu'en période de difficultés financières, le premier pourrait financer une majoration des prestations familiales des fonctionnaires et agents des services publics ou des agriculteurs (totale ou partiellement à la charge de l'Etat).

D'autre part, dans la perspective d'élections, le gouvernement Debré avait prévu une augmentation des pensions-vieillesse ainsi que des salaires du secteur public. Ces mesures viennent d'intervenir afin de tenter d'enrayer l'agitation sociale. Elles s'accompagnent, dans le secteur privé, d'un nouveau projet de loi sur l'intéressement accordant des avantages supplémentaires aux parties signataires, le décret du 7 janvier 1959 n'ayant pas donné les résultats escomptés. Toutefois, bien que quelques syndicats appartenant à toutes les centrales aient conclu des accords d'intéressement, on connaît la encore l'hostilité ou les réserves de celles-ci à l'égard de la formule. Quant aux travailleurs du secteur public, il est peu probable qu'ils se satisfassent de mesures tardives qui ne comblent pas les disparités avec le secteur privé.

En dépit des récentes décisions gouvernementales, un ensemble de fait (fin de la guerre d'Algérie, expansion économique, hausse des denrées alimentaires) tendent à provoquer ce que « Le Monde » appelait une « relance sociale », relance dont on observe les premières manifestations.

Du secteur privé...

Il va de soi quelle se manifeste avant tout dans les branches dynamiques du secteur privé et dans le secteur public officiellement traité en parent pauvre malgré les grèves de l'année dernière.

Dans la métallurgie de la région parisienne, les pourparlers ont échoué du fait de l'intransigeance patronale. Il est vrai que les discussions paritaires, dans le secteur privé, portent surtout sur des minima qui n'ont guère de rapport avec les salaires réels.

Dans la région de Saint-Etienne, des milliers d'ouvriers ont débrayé récemment dans plusieurs usines de la C.A.F.L. à l'appel des syndicats C.G.T., C.F.T.C. et F.O. Les travailleurs demandant 4.000 francs d'augmentation mensuelle.

En mars, la réunion de la Commission nationale paritaire de la Chimie s'est traduite par un échec, les patrons refusant de revoir la question des salaires en fonction de l'évolution du coût de la vie et de la situation économique depuis les dernières vacances — alors qu'une promesse en ce sens avait été faite à la fin de 1961.

Une semaine revendicative organisée par la C.G.T. et par la C.F.T.C. a eu lieu dans les entreprises de Péchiney et Saint-Gobain. Des débrayages ont eu lieu notamment au laboratoire d'Aubervilliers et à Rouen.

A noter qu'à l'échelon national de la branche, la Fédération F.O. des industries chimiques a envisagé de lancer au début de chaque mois des arrêts de travail limités mais dont la durée augmenterait progressivement, pour la satisfaction de ses revendications : revalorisation de salaires, salaire mensuel garanti, réduction de la durée du travail, etc.

Deux succès viennent d'être obtenus dans l'action revendicative. A l'usine de pneus Firestone à Béthune, les travailleurs se sont vus attribuer, après trois jours de grève, une augmentation de 4 p. 100 (qui avait été accordée chez Michelin à Clermont-Ferrand).

Aux usines Chausson, un intéressant accord d'entreprise a été signé par les syndicats C.G.T., C.F.T.C., F.O. L'accord qui intéresse 4.500 ouvriers des usines d'Argenteuil, Asnières, Gennevilliers et Meudon, reconduit la clause instituant une augmentation semestrielle de 2 p. 100. La prime d'ancienneté se rapprochera de celle dont bénéficie le personnel à salaire

mensuel, la durée des congés sera majorée d'un jour par cinq années d'ancienneté. Enfin, fait important, l'entreprise versera à chacune des sections syndicales une indemnité au plus égale à vingt-quatre journées de salaires destinée aux militants voulant bénéficier des « congés-éducation ».

Par contre, dans plusieurs usines de province, des conflits sont motivés par des licenciements de personnel ou par la chasse aux délégués. Au début de ce mois-ci, les établissements Eram, fabrique de chaussures à Saint-Pierre-Mont-Limart (Maine-et-Loire) ont notifié leur licenciement aux dix-sept ouvriers de l'atelier de coupe qui se sont alors mis en grève. Quatre cents de leurs camarades se sont rendus en cortège silencieux, à l'appel de la C.F.T.C. à la sous-préfecture de Cholet pour demander leur reclassement dans d'autres usines de la société. Les ouvriers de la Société d'Applications hydrauliques et électriques d'Hailincourt (Pas-de-Calais) ont également fait grève pour protester contre le licenciement de deux de leurs camarades. La direction des établissements Bouyer, fabrique de matériel de sonorisation à Montauban, vient de licencier soixante et onze personnes sur les deux cents qu'elle emploie. Motif : elles avaient observé un arrêt de travail pour appuyer la demande de constitution d'un comité d'entreprise faite par la section syndicale C.F.T.C. La Fédération C.F.T.C. de la métallurgie a protesté contre cette opposition à l'exercice des libertés syndicales et est intervenue auprès du ministre du Travail. Enfin, à une échelle plus vaste, la C.F.T.C. vient de porter devant l'opinion publique le dossier Simca (nous en parlerons la semaine prochaine).

...au secteur public

Dans le secteur public, il convient de noter qu'une récente grève-surprise a paralysé le centre téléphonique inter-urbain : environ 70 p. 100 du personnel ont manifesté contre la pénurie des effectifs. Les syndicats assurent que 35.000 heures seraient dues aux 2.000 salariés de ce centre, et cela depuis plusieurs mois... Déjà, tout ne va pas pour le mieux dans les P. et T.

De leur côté, les travailleurs de l'Etat (arsenaux, manufactures, centre d'essai etc.), participent à une campagne d'action organisée par la C.G.T. et la C.F.T.C. pour l'augmentation de leurs salaires. Les ouvriers réclament en outre des mesures de reclassement et une quatrième semaine de congés payés. Le 12 avril, 60.000 travailleurs ont débrayé pendant une heure ou une demi-heure.

A la suite d'une décision prévoyant, à compter du 1^{er} avril, une augmentation de 0,93 p. 100 des salaires des cheminots du personnel d'exécution, plus une augmentation de 1,03 p. 100 en moyenne pour tous les cheminots (attribuée à la même date en vertu de la réforme de la rémunération) les Fédérations C.G.T., C.F.T.C., F.O., Cadres autonomes et C.G.C. s'étaient élevées contre l'insuffisance de ces mesures et avaient affirmé « leur volonté de recourir aux moyens d'action en leur pouvoir dans le cas où l'intransigeance gouvernementale persisterait ». La Fédération C.G.T. avait organisé, le 4 avril, une journée qui s'était traduite par des pétitions et des débrayages. Devant ces protestations, le gouvernement a « doublé la mise », accordant 2,06 p. 100 à l'ensemble du personnel et 3,92 p. 100 en moyenne au personnel d'exécution (à répartir selon les catégories).

Les agents de l'E.G.F. bénéficieront de mesures à peu près semblables (à noter toutefois que les catégories d'exécution ne représentent qu'à peine 50 p. 100 du personnel contre 90 p. 100 environ à la S.N.C.F.). Il faut relever par ailleurs la tension qui existe actuellement dans ce secteur entre les organisations C.G.T. et U.N.C.M. (affiliée à la C.G.C.), à la suite des accusations d'appartenance à l'O.A.S. que la C.G.T. a portées à l'encontre de l'ingénieur Saunier, muté d'Algérie en métropole.

Quant aux fonctionnaires, ce sont surtout ceux des basses échelles (catégories C et D) — qui bénéficieront des mesures gouvernementales, après consultation des organisations syndicales.

Maurice Combes.

La C.G.C. et la "tradition"

A VOUONS notre ignorance. Nous ne savions pas que la Confédération Générale des Cadres est « fidèle à la véritable tradition syndicale... (qu'elle)... a un rôle important à jouer : ...se faire le défenseur des libertés, de toutes les libertés ».

C'est du moins ce qu'affirme le président de cette organisation dans le dernier éditorial du Creuset-La Voix des Cadres.

Que M. André Malterre, participant du Colloque de Vincennes, ami des Bidault, Dides et autres ultras veuille s'intégrer dans la tradition syndicaliste, cela vaut-il la peine de s'indigner quand les tueurs de Salan écrivent sur les murs de Paris : « O.A.S. = Liberté » ?

La C.G.C., défenseur des libertés ! Que faisait-elle en mai 1958, en janvier 1960 ou en avril 1961 ?

Elle faisait preuve de cette « prudence » que stigmatise aujourd'hui M. Malterre : « La prudence est une vertu cardinale à condition qu'elle ne s'identifie pas avec l'abandon de tout idéal. » A ces trois dates, la C.G.C. a, lâchement, refusé le combat qui était celui de toutes les forces syndicales et démocratiques dignes de ce nom...

Aujourd'hui, M. Malterre assure « nos camarades d'Algérie, chrétiens ou musulmans, de cette chaleur humaine dont ils sont tant privés », il rappelle « nos devoirs à l'égard de nos frères dans le malheur ». L'ennui, est que la C.G.C. réserve sa « douloureuse sympathie » et sa « profonde émotion » à sa section d'Oran ! Lorsque les cadres algériens étaient décimés par la répression, lorsque les élites musulmanes étaient vouées à la torture, à l'assassinat, lorsque tout un peuple subissait l'une des plus terribles guerres coloniales de l'histoire, la C.G.C. se taisait. Mieux : son président appartenait au clan de ceux qui exigeaient l'extension de la guerre à tout le Maghreb, une répression accrue, une liquidation totale de la « rébellion »...

On accorde mal ses vœux au Creuset et la tradition originelle de la C.G.C. — que M. Malterre voudrait chasser — revient au galop à travers l'article que le vice-président de la C.G.C., Tissot, consacre au droit de grève. Car celui-ci condamne les actions syndicales tendant à la défense des libertés et s'insurge contre le fait que « le refus de s'associer à une grève politique est assimilé au nom d'une fallacieuse dialectique à une complicité de ce que la grève politique entend dénoncer ». Comme si, entre la lutte nécessaire pour la restauration de la démocratie et l'ordre nouveau des tueurs de Salan, pouvait exister une voie médiane ! Le bon apôtre peut s'attendrir sur ces « réactions entre travailleurs dont le processus fatal engendre des excès regrettables », c'est pour mieux affirmer avec une force accrue : « Nous... en sommes restés au critère jurisprudentiel tant administratif que judiciaire de l'illicéité de toute grève politique. » Condamnons — c'est dans la « tradition » — la grève insurrectionnelle d'août 1944 !

M. Malterre connaît mal l'histoire ouvrière. La tradition dont il se réclame n'est pas celle de ces militants qui « n'ont pas reculé autour des années 1900 devant la réprobation des bien-pensants, devant la contrainte et devant les menaces ». Ce n'est pas celle de ces hommes qui ont lutté de toutes leurs forces et toute leur vie contre le patron et l'Etat, la guerre et les officiers factieux, les puissances d'argent et la presse bourgeoise, la division ouvrière et la hiérarchie, qui faisaient de la lutte antimilitariste un principe de base du syndicalisme, qui luttèrent contre les trois ans et les guerres coloniales !

Non ! La tradition dont se réclame M. Malterre existe bien. Au chapitre des trahisons. C'est celle des « syndicats jaunes ».

Louis Houdeville.

BULLETIN D'ADHESION

Nom
Prénom
Adresse
.....
.....

déclare vouloir adhérer au Parti Socialiste Unifié et demande à être mis en contact avec la section la plus proche.
(Bulletin à retourner au siège du P.S.U., 8, rue Henner, Paris-9.)

Deux camarades de l'Isère

UNE quinzaine de militants ont participé pendant une semaine au stage de formation sur l'entreprise :

1 étudiant, 14 ouvriers
1 U.N.E.F., 1 C.F.T.C., 13 C.G.T.

Ensemble, stagiaires et professeurs, nous avons conscience qu'il ne suffit pas de ressentir que notre action de tous les jours est juste, ou que le programme de notre parti correspond à la réalité. Il faut pour s'attaquer au véritable problème de la société capitaliste, à sa base économique, au moins les connaître, savoir qui peut être notre allié dans la lutte et où se trouvent les points faibles de l'adversaire.

I. — Il nous faut savoir, par exemple, que le secteur primaire — agriculture, extraction — perd de son importance par rapport au secteur secondaire — transformation des produits — ou tertiaire — services commerciaux, bureaux d'études, etc. Cela veut dire que nous aurons de moins en moins de petits paysans et de plus en plus de techniciens et d'employés. N'est-ce pas important de le voir clairement pour porter notre action dans les secteurs de masse, car les secteurs de masse, ce sont les paysans et les ouvriers mais ce sont aussi, maintenant, les techniciens, les employés, les ingénieurs.

II. — Nous avons aussi remarqué l'importance de l'intervention de l'Etat dans l'économie nationale, non seulement par la place qu'a prise l'entreprise publique en France, sur le plan de l'emploi (1 salarié sur 7 au minimum) mais aussi par l'intervention directe de l'Etat grâce à sa puissance économique (gestion des entreprises publiques et commandes d'Etat), grâce à son rôle coordinateur au niveau de la Bourse, des faillites, etc., etc.

L'Etat venant des mêmes couches

sociales que le capitalisme a le même objectif : durer (voir de Gaulle).

III. — Le détenteur du capital décide seul de la production en fonction des bénéfices qu'il pourra réaliser et non en fonction des besoins de la société. Conséquence : l'orientation de la production se fait au détriment des besoins des couches les plus pauvres.

IV. — Dans la société capitaliste, la répartition des bénéfices se fait suivant un rapport de forces entre les salariés, les actionnaires et la part que prélève la direction sur les bénéfices pour se moderniser (autofinancement).

Comment cela se passera-t-il dans la société socialiste ?

L'actionnaire — inutile — aura disparu. Donc, plus de dividendes (frais somptuaires) et, de ce fait, le débat aura lieu entre salaires et investissements nouveaux pour moderniser les entreprises. Qui déterminera le montant des investissements ?

C'est là que se pose la question de la gestion des entreprises par les salariés eux-mêmes. Les décisions économiques, pour être à échelle humaine, devront être prises au niveau des entreprises.

Exemple : en Yougoslavie, dans les grandes entreprises, les Conseils ouvriers sont élus dans chaque atelier. On a aussi prévu la rotation obligatoire des élus et déjà, 50 p. 100 des travailleurs sont passés par les Conseils ouvriers.

Alors que dans la société capitaliste, les travailleurs sont condamnés à exécuter, dans la société socialiste, l'homme sera tour à tour celui qui pense, celui qui ordonne, celui qui exécute.

V. — Nous nous rendons compte que nous avons encore beaucoup à apprendre lorsque nous découvrons au stage que nous ne pouvons porter un jugement valable sur la marche d'une entreprise qu'en comparant les bilans de 3 ou 4 années consécutives.

VI. — L'objectif stratégique du patronat est la recherche du profit maximum. Pour atteindre ce but, il ne tient pas compte de la peine de l'homme et de ses aspirations profondes. L'homme n'est qu'un instrument entre ses mains.

Pour nous, le socialisme est une nécessité pratique. Il replace l'homme au centre de la société. Nous lutterons pour la transformation des rapports sociaux entre les hommes, pour qu'ils deviennent plus humains. Rationalisation en fonction de critères non pas matériels comme le profit mais au contraire de critères tenant compte des besoins des hommes.

La rencontre entre stagiaires et professeurs a été un fait positif. Il y a dans ce parti des valeurs essentielles communes entre militants engagés dans les entreprises et camarades dirigeants : le travail commun est un élément important pour les luttes du mouvement ouvrier. L'effort de clarification et de documentation des moniteurs nous aura été très précieux ainsi que l'aide vigilante du camarade Vincent, directeur du stage.

Mais il faut regretter le petit nombre de participants à ce stage. Pourtant, la formation des militants du parti est une tâche prioritaire (1).

Dans les prochains stages spécialisés, les fédérations devront envoyer plus de camarades afin que notre parti, qui regroupe un nombre croissant de salariés, assure leur formation.

Manin et Boulloud.

(1) Cette expérience qui a permis le travail d'étude et de réflexion de quinze militants d'entreprises a été très positive. Mais huit militants venaient d'une seule fédération : l'Isère. C'est dire que l'effort de l'ensemble du parti a été très faible.

et Jean-Marie Vincent

DEBUT avril, s'est donc tenu, dans la région parisienne, un stage national sur l'activité militante dans les entreprises. Pendant près d'une semaine, une quinzaine de participants ont pu confronter leur expérience et leurs idées. Le pourcentage très élevé des camarades qui étaient délégués du personnel, responsables syndicaux ou membres de comités d'entreprise a permis des discussions

très concrètes et fructueuses pour tous. Le programme était à peu près celui du stage de septembre. Il comprenait les exposés suivants :

- L'entreprise privée dans son contexte économique ;
- La structure et l'organisation des entreprises ;
- L'entreprise publique ;
- Le fonctionnement financier des entreprises ;
- L'évolution récente du droit syndical ;
- La stratégie ouvrière et la stratégie patronale ;
- La démocratisation de la gestion des entreprises ;
- L'évolution du travail ouvrier ;
- Les problèmes récents du Front Socialiste.

Chaque exposé fut présenté par un spécialiste, membre du Parti, puis discuté par les participants organisés en commissions de travail. Aussi, malgré la difficulté de certaines questions traitées, chacun avait la possibilité de mettre au clair ses questions et ses idées dans une atmosphère de franche camaraderie. En outre, deux veillées culturelles sur le cinéma et la chanson vinrent égayer une semaine studieuse. De l'avis de tous les participants, le stage fut une réussite qui augure bien des stages futurs. Mais des progrès restent à faire : certains moniteurs doivent améliorer leur pédagogie, les dossiers fournis aux participants doivent être plus complets, les bibliographies plus copieuses et plus accessibles. Le rodage, en somme, n'est pas tout à fait terminé. Sans doute, d'ailleurs, parce que beaucoup de fédérations n'ont pas encore pris au sérieux ce travail de formation et que les organisateurs ont été obligés de perdre un temps précieux en rappels et en recrutement. Les prochains stages seront vraisemblablement plus réussis, car ils profiteront de cette expérience. Mais il faut s'en préoccuper dès maintenant. Il faut prévoir quels camarades pourront être désignés par les diverses fédérations.

J.-M. V.

Bulletin de santé de la Section de Boulogne-sur-Mer

Lors de la Conférence nationale-pressé, nous avons convenu — à la demande des camarades — de présenter la « Vie du Parti » sous une forme renouvelée. Au lieu de passer — semaine après semaine — de tout petits communiqués, une présentation plus importante, couvrant toutes les activités d'une Fédération, aurait un caractère plus attrayant et une force de persuasion beaucoup plus grande.

La section de Boulogne-sur-Mer nous montre que le procédé est bon.

Nous attendons des Fédérations — ou des sections — qu'elles nous fassent parvenir à « Tribune » un exposé total de leurs activités régionales.

Merci à nos correspondants. Le concours est ouvert. Les prix sont payables d'avance : ce sont les excellents résultats recueillis et l'adhésion enthousiaste de tout le Parti !

- 1) La section vient d'enregistrer en quelques jours 5 adhésions nouvelles.
- 2) 24 envois-propagande de « Tribune Socialiste » ont été faits à des sympathisants et jusqu'à présent une dizaine d'abonnements ont été obtenus.
- 3) Des collages d'affiches sont régulièrement effectués. Depuis janvier ont été collés :
100 bandeaux imprimés divers.
200 affiches T.S.
50 affiches « Front socialiste ».
50 affiches « O.A.S. ».
40 affiches « O.A.S. » (Féd.).
- 4) La section a participé activement aux activités du comité antifasciste (distribution de tracts affichage) et à l'organisation de manifestations qui rassemblèrent à plusieurs reprises des centaines de manifestants qui après avoir défilé en ville se rendirent à la mairie pour déposer motions et pétitions. La dernière manifestation fut organisée avec cette fois la participation de la S.F.

I.O., lors des obsèques des victimes du 8 février, et plus d'un millier de travailleurs accompagnèrent au monument aux morts les délégations venues déposer des gerbes.

A l'occasion de ces manifestations, 110 exemplaires de « Vérité-Liberté » furent vendus.

5) Le soir même de la manifestation du 8 février, 70 affiches écrites à la main sur les bandeaux blancs avec sigle P.S.U. (dénonçant les assassinats commis par la police au cours de la manifestation) furent placardées.

Quelques jours plus tard, la S.F. I.O. s'opposant à notre demande d'inclure dans l'appel commun un paragraphe rappelant les manifestations algériennes d'octobre et la répression meurtrière qui s'ensuivit, 70 affiches (même technique) furent collées : le texte rappelait la répression qui s'exerçait depuis si longtemps contre les Algériens en Algérie et en France et qui s'exerçait maintenant contre des travailleurs français et concluait en ces termes : « notre ennemi est le même, tous unis contre le fascisme ».

6) Le 1^{er} février, plus de 100 personnes vinrent écouter, salle des Pipots, notre camarade Coquerel parler des problèmes de l'Algérie et témoigner de sa vie algérienne.

7) La reprise des cartes eut lieu au cours d'une séance largement ouverte aux sympathisants. A la suite d'un exposé sur la guerre d'Algérie la séance se termina de façon plus détendue en prenant le « pot de l'amitié » et en écoutant des chants révolutionnaires et des disques « interdits ».

8) Le 5 avril une réunion publique et contradictoire est organisée avec la participation d'un orateur proposé par le Bureau national : Charles Margueritte, ancien député du Calvados et conseiller général du P.S.U. de Seine-et-Oise.

Au cours de cette réunion présidée par notre camarade Coquerel, le secrétaire de la section, Chassot, démontra la responsabilité écrasante du pays et des partis dans la continuation de la guerre d'Algérie et évoqua la lutte incessante du P.S.U. pour la négociation.

Margueritte précisa la position du parti au référendum, analysa les accords d'Evian et parla du récent colloque de l'U.N.E.S.C.O. auquel il a participé. Il présenta ensuite le programme du parti et ses positions concernant les problèmes économiques et politiques essentiels du pays et lança un appel à l'union pour le front socialiste.

Une propagande sérieuse a été réalisée, puisque 200 affiches furent collées et 5.000 tracts distribués en ville et aux portes des usines.

9) Pour la campagne du référendum, 80 affiches ont été collées dans Boulogne et les villages voisins.

10) Depuis un mois une permanence est assurée chaque samedi de 18 h. à 19 h. 30 dans le café où nous tenons habituellement nos réunions (en attendant d'avoir trouvé un local permanent pour le parti).

Il a été prévu d'alimenter grâce à des cotisations un fonds de bibliothèque roulante à l'usage des militants.

La section envisage l'édition de cartes d'amis du P.S.U. destinées à permettre aux sympathisants, pour qui l'adhésion est encore un problème, de soutenir financièrement la section.

UNE NOUVELLE SECTION

Une section vient d'être créée à Marseille-en-Bauvaisais groupant les camarades de 3 cantons voisins : Marseille, Crèvecœur et Grandvilliers. Les sympathisants désirant être mis en rapport avec la section peuvent écrire 8, rue Henner, qui transmettra.

PETITES ANNONCES

● Cède bon de commande Panhard PL 17 Luxe, livrable en mai, sortie d'usine, moyennant remboursement fraction des arrhes versées (500 NF sur 600 NF). Ecrire journal qui transmettra, 8, rue Henner, Paris (9^e).

● Ferais à mi-temps retouches de positifs, montages avec des-sins, etc. pour Presse et Publicité. Ecr. journal qui transmettra.

DES DATES A RETENIR...

Week-end d'études

La Fédération de Paris organise les 5 et 6 mai en vallée de Chevreuse, un week-end d'études sur

LE FRONT SOCIALISTE

Au programme :

- Samedi après-midi : Les coalitions de gauche en France et leurs limites, par Marc Heurgon.
 - Samedi soir : Veillée culturelle.
 - Dimanche matin : Les luttes économiques et sociales et leurs formes nouvelles, par Georges Servet.
 - Dimanche après-midi : La politique du P.S.U. : le Front Socialiste, par Antoine Mazier.
- Les inscriptions sont reçues à la Fédération de Paris, 8, rue Henner, Paris (9^e).
Une garderie d'enfants peut être organisée.

VOYAGE SPÉCIAL EN ISRAËL

pour les J.S.U. et E.S.U.

Départ le 29 Juillet
Retour le 19 Août

SEJOUR DANS UN KIBBOUTZ

Prix : 700 NF (tout compris)

S'adresser au Secrétariat National
8, rue Henner - PARIS (IX^e)

Places limitées



Le Théâtre politique d'Erwin Piscator

ENFIN !
Enfin, le « théâtre politique » (1) d'Erwin Piscator paraît en France. Cet ouvrage qui fut écrit en 1929 relatait la série de tentatives que le grand metteur en scène allemand entreprit à partir de 1919 pour « exprimer la lutte de classes sur la scène ». Aujourd'hui ou l'idée de l'art « au-dessus de la mêlée », de la tour d'ivoire de l'artiste, semble presque partout admise, cette prétention peut paraître exorbitante, voire désuète, pour tout dire « dogmatique » puisque le bon ton consiste à refuser, sous prétexte de « dogmatisme », tout ce qui rappelle la lutte des classes, précisément.

Pour Piscator, cette volonté correspondait sur le plan des idées au renouvellement inéluctable au plan de la forme : mais il liait indissolublement l'un et l'autre. Dire en 1962 que le théâtre actuel prend ses racines dans les entreprises de Piscator risquerait d'être péjoratif... pour Piscator. Mais le théâtre épique de Brecht que Planchon a choisi est une des voies dessinées par Piscator.

« L'art : de la merde »

Lorsque la guerre de 1914 éclate, Piscator est comédien. Lorsqu'il revient de la guerre, rien apparemment n'a changé. Il retrouve l'essentiel. (« Ma bibliothèque, mes cahiers d'écolier, les meubles. Mais le sol de la sécurité bourgeoise s'était effondré sous eux »). Il veut toujours « faire » du théâtre. Mais lequel ? En janvier 1919 il est à Berlin, et à Berlin, l'atmosphère est tendue. L'Allemagne impériale s'écroule. Les ouvriers du parti communiste, du parti socialiste manifestent journellement. Des conseils se constituent un peu partout. Piscator rejoint le groupe d'artistes qui forment le mouvement « dada ». On y hait la bourgeoisie et on trouve dans la ridiculisation, la négation des valeurs culturelles bourgeoises, une satisfaction à la révolte individuelle. La devise du groupe : « L'art c'est de la merde ».

Piscator, rapidement, ne se suffit plus de cela. Il adhère au mouvement spartakiste (de Rosa Luxembourg et Karl Liebknecht). Pour lui, l'art ne peut être qu'un moyen en vue d'une fin et non en lui-même, une fin : un moyen politique, un instrument de propagande, d'éducation. Mais il rétient du mouvement dadaïste une leçon point négligeable pour ce qui deviendra son théâtre : il n'y a pas à se soucier, dans la création artistique, des postulats conventionnels. Le sujet détermine la forme. Chaque sujet peut s'inventer une forme.

La suite va aller vite : en 1919-20, Piscator crée le théâtre « Tribunal ». En 1920-21, le théâtre Proletarien à Berlin. En 1923-24, le Central-Theater. En 1924-27, il dirige le théâtre de la Volksbühne ; en 1927-28, son théâtre, le Piscator-Bühne.

Au service du mouvement révolutionnaire

Pour comprendre la position sans ambiguïté qu'adopte Piscator, il faut encore rappeler la situation de l'Allemagne. Tout le vernis tranquille d'une démocratie bourgeoise a sauté : la lutte pour le pouvoir devient essentielle. La défaite qui provoque l'écroulement de l'armée, instrument de la bourgeoisie, amène la décomposition des structures de l'Etat.

Le manifeste du Théâtre Proletarien se définit par rapport à cela. Le Théâtre Proletarien devra... « poursuivre les buts suivants : simplicité dans l'expression et la structure, action claire et sans ambiguïté sur la sensibilité du public ouvrier, subordination de toute intention artistique au but révolutionnaire ; l'accent sera mis délibérément sur la lutte des classes et la manière de propager cette lutte. Le Proletarisches Theater se veut au service du mouvement révolutionnaire et, en conséquence, il est soumis aux travailleurs révolutionnaires. Un Comité élu par eux devra répondre de la réalisation des tâches culturelles et de la propagande. »

Parce que la lutte « sur le front de la culture » ne lui semble pas essentielle et parce qu'on a coutume de voir là un terrain neutre, le Parti Communiste (K.P.D.) est d'abord franchement hostile. « Rothe Fahre » (Le Drapeau Rouge) argumente avec les critères bourgeois : « L'art est une chose trop sacrée pour qu'on se permette de dire : théâtre, art, tout en faisant seulement un petit travail de propagande. Ce dont le travailleur a besoin aujourd'hui, c'est d'un art fort. Un tel art peut être d'origine bourgeoise, l'essentiel est qu'il soit de l'art ». Art fort ? Art tout court ? Piscator marxiste réclame autre chose et réclame l'« édification d'une nouvelle idée de l'art » se référant à Trotsky, à Bogdanov.

Un théâtre moderne

L'attitude du K.P.D. changera. Celle des responsables de la Volksbühne demeurera partagée (il faudrait ici présenter cette association de spectateurs, laquelle joua un rôle essentiel en Allemagne dès le XIX^e siècle, s'appuyant sur les syndicats ouvriers, pour la défense du naturalisme au théâtre). Si une partie — les jeunes — suivra jusqu'au bout Piscator, une autre lui demeurera hostile. Pour celle-là, l'art est « ... ce qui élève l'homme, ce qui lui donne accès à des mondes supérieurs, à une vie intérieure plus élevée, à une vie intellectuelle plus libre, à une sensibilité plus affinée, toutes choses qui font oublier la vie quotidienne ou mieux, haussent cette vie jusqu'aux cimes de l'humanité ».

Piscator qui conteste et refuse cette vision idéaliste rappelle : « Sur tous les fronts, la lutte faisait rage, mais au dernier moment, sur le front de la culture, les adversaires s'embrassèrent béats et sanglotants... devant les guichets des théâtres. » Et il affirme : « La forme et le fond, l'art et la politique sont totalement inséparables. La génération d'hier ne l'a pas compris et celle de demain ne le comprendra vraisemblablement pas. Mais nous, nous le savons : la synthèse de l'art et de la politique représente la vraie responsabilité ; l'accepter c'est montrer que tous les moyens, et donc aussi l'art, sont mis au service des fins humaines les plus hautes. »

Jusqu'à-là, on peut être tenté de penser que le théâtre que va montrer Piscator ne sera rien d'autre, « n'étant que de la propagande », qu'un sous-art quelconque. En fait, il va totalement bouleverser les structures traditionnelles de l'art dramatique, précisément parce que chaque fois qu'il tentera d'exprimer la réalité de l'homme dans la société, il voudra la présenter dans sa totalité, ce que ne peut faire le théâtre bourgeois. Avec l'utilisation de films commentaires ou prolongements de l'action des acteurs, avec la projection par lanternes magiques de photographies, de dessins satiriques, de montages picturaux, il fait éclater le cadre de scène habituel : il utilise des marionnettes, des dispositifs inconnus jusque-là — tapis roulants, scènes en étages, décors projetés — et le résultat, des avis mêmes des critiques bourgeois, c'est... de l'art. Noci, certes, bolchevique, juif (« Vous savez maintenant ce qui vous reste à faire. Voyez le « Potemkine ». Prenez Piscator en exemple ! Jetez tous les Piscator sur un tas de fumier. Emmenez-les sur des charrettes » écrira un journaliste nationaliste) mais de... l'art.

Piscator monte « Pour combien de temps en as-tu encore, putain de justice bourgeoise », « Les ennemis de Gorki », « Hop-là, nous vivons » de Toller et vingt autres pièces dont le fameux « Schweik ». Pour la scène finale de « Schweik », le scandale atteint son comble : devant une caricature de Dieu, passent sur un tapis roulant les déchéats de la guerre — culs-de-jatte, estropiés réels —

que Piscator a été prendre dans la rue.

La « putain de justice bourgeoise » interviendra...

La faillite

Tout cela s'achèvera dans la banqueroute. Non pas des idées. Mais commerciale, car là est la défense naturelle de la société bourgeoise. L'« Art » demeure prisonnier de l'argent. L'impossibilité de concilier le souci d'atteindre un public ouvrier — donc peu capable d'amener de gros revenus — et celui d'expérimenter des techniques coûteuses apparaîtra vite. A l'exiguïté des salles, Piscator tentera de remédier en se faisant construire un théâtre : le projet de l'architecte Gropius demeure aujourd'hui exemplaire. Mais non réalisé.

De tout cela, il reste ce livre : « Théâtre politique », la naissance de la forme épique et un homme : Piscator qui, seul, sans théâtre, continue aujourd'hui encore en Allemagne son combat.

En 1956, à Paris, avec « Guerre et Paix » d'après Tolstoï, il répétait :

« Je ne fais pas mes mises en scène uniquement pour montrer mon art mais pour faire comprendre aux spectateurs (au peuple par conséquent) que leur vie privée et leurs actions individuelles sont déterminées par le monde qui les entoure » et « le rayonnement de l'art s'est accru dans le même temps où ses disciples ont perdu leur conscience. La cervelle est déjà mise au pas, atomisée ; elle se sent à l'aise en fuyant dans des styles, des formes, dans l'art non figuratif. A l'occasion de l'ouverture du théâtre de Mannheim, 99 p. 100 des auteurs consultés ont déclaré que l'art est une fin en soi, que le théâtre n'a rien à faire avec la politique et l'Institution Morale (publique) définie par Diderot et Schiller. En conséquence : jouons des classiques et des contes de fées « arrangés » à la sociale mais pour le reste, mettons-nous la tête dans le sable atomique : il n'y en a plus d'autre. »

Emile Copfermann.

(1) Paru aux Editions de l'Arche, texte français d'Arthur Adamov, avec la collaboration de Claude Sebisch.

CINÉMA

3 FILMS SOVIÉTIQUES A PARIS

ACTUELLEMENT passent dans deux salles parisiennes trois films soviétiques récents.

A la Pagode, L'Amour d'Alicha raconte l'histoire d'un jeune homme qui participe aux travaux de prospecteurs de pétrole. Ce jeune homme est étudiant et se trouve mêlé aux ouvriers. Il est timide et gauche ; il tombe amoureux d'une femme de la région, et son amour pudique et adolescent éveille d'abord les sarcasmes de ses compagnons de travail, puis leur respect.

Cette histoire est contée avec un humour tendre et une bonhomie qui semblent bien être les traits caractéristiques du jeune cinéma soviétique. Les premières images du film sont



● La Douce est encore une adaptation littéraire, cette fois de Dostoïevsky. C'est l'histoire, toute en demi-teintes, d'un usurier complexe qui épouse une jeune orpheline. Tortures psychologiques et malentendus s'accumulent jusqu'au suicide de la jeune femme ; et l'usurier erre sans fin dans les rues. Raconté dans un style ouvertement expressionniste, dans des décors simplifiés, avec des éclairages changeants selon le caractère des séquences, le film arrive presque à rendre l'ambiance étrange de Dostoïevsky. Malheureusement, l'envoûtement est brisé par l'interprétation du rôle principal : l'usurier est Andreï Popov, qui, remarqua-t-on, n'a rien inventé, celui-là. Bien que la faute doive sans doute en être attribuée au metteur en scène A. Borissov, l'on ne peut que noter le caractère outrageusement théâtral — et au pire sens du terme ! — de Popov, qui roule des yeux comme on ne le fait plus guère en France que dans certaines provinces, au théâtre municipal, et encore pas dans tous.

C'est, répétons-le, dommage, car l'exercice de style que constituait cette adaptation méritait mieux, et arrivait presque à réussir la création d'une équivalence.

Marcel Ranchal.



d'une qualité rare, d'une puissance poétique insolite. Les ouvriers que nous voyons ici correspondent à la réalité telle que nous la décrivont les voyageurs, c'est-à-dire sont aussi éloignés que possible des enrégés stakhanovistes des images d'Epinal des films d'il y a quelques années. Prêts à muser dans la nature, au volant d'un camion, courageux au travail mais sans excès, ces ouvriers-là sont bien sympathiques.

● Au Floride, avec deux dessins animés soviétiques de la veine habituelle (c'est-à-dire destinés aux enfants de cinq ans), on peut voir :

● Le Libéral, de M. Erchov, tiré d'un conte de Tchekov. C'est une histoire dans la lignée des récits comiques de Tchekov : un petit employé de bureau brave, un jour de saoulographie, son patron le gouverneur, passe une nuit de trances en se voyant chassé, et se trouve non seulement rassuré mais fanfaron quand il comprend que le gouverneur lui a pardonné. Ce petit film, réalisé avec verve pour la télévision soviétique, bénéficie d'un extraordinaire acteur au physique invraisemblable (L.K. Stepanov).

PANTHÉON

13, rue Victor-Cousin — ODE 15-04

Semaine du 18 au 24 avril

LE FLORIDE
KROTKAYA LA DOUCE
LE LIBÉRAL

Semaine du 18 au 24 avril
(Permanent tous les jours de 14 h. à 24 h.)

Nasser libère les diplomates français, les militaires syriens redonnent le pouvoir au président Koudsi, Israël rejette le blâme de l'O.N.U. et menace de passer à l'action directe, et Ben Bella propose aux Arabes 100.000 hommes de l'A.L.N., et lui-même pour effacer Israël de la carte. Le Moyen-Orient n'a pas fini de flamber. Mais ses fièvres vont-elles contaminer aussi le Maghreb ?

Le geste du président Nasser a pu étonner les esprits rationalistes qui s'étonnent que de si graves accusations — complot contre la vie même du chef de l'Etat — puissent du jour au lendemain s'envoler dans un beau lyrisme, et que les hommes qui avaient malmené nos diplomates — sinon torturé — leur serrent la main en leur souhaitant bonne chance et, faisant allusion à l'« affaire », l'enterrent simplement d'un « malesch » amical. « Malesch », ce mot-clé de l'Égypte qui signifie tout à la fois « qu'importe », « excusez-moi », « je suis navré », « sans rancune ». Eh oui ! plusieurs mois de prison, d'affreuses accusations, de traitements ignobles, qu'importe, puisque nous voilà de nouveau amis, que la guerre d'Algérie est terminée, que bientôt nos deux gouvernements reprendront des relations diplomatiques normales, que des professeurs français reviendront enseigner Pascal et Mallarmé aux petits Égyptiens et que les vilénies débitées à Marseille à la radio de l'Égypte Libre par des émigrés aigris se sont tues...

Depuis Suez et en dépit de l'accord culturel signé en 1958, le fossé ne cessait de se creuser entre les deux pays, du fait de la guerre d'Algérie. La solidarité arabe, lorsqu'elle est contre, n'est pas un vain mot. Solidarité aussi des humiliés et des pauvres contre les nantis. Si les leaders algériens ne se sont jamais sentis « at home » au Caire, il n'empêche que Nasser les a aidés en hommes, en argent, en soutien international. Mais levée l'hypothèque de la guerre d'Algérie, pourquoi Nasser, qui eut besoin à un moment donné de ce procès contre l'« impérialisme et l'Occident », ne s'offrirait-il pas le luxe de la grandeur d'âme et de la grande finesse diplomatique ? Il n'est pas sûr que ce geste apparaisse en Égypte comme une faiblesse. Mais bien plutôt comme un gentil cadeau fait au chef de l'Etat français le jour même du référendum, ce chef qui se montrait « fidèle aux idéaux de la grande révolution française ».

En Syrie : après les putschs, l'anarchie

Il semble d'ailleurs que Nasser soit dans une passe de modération. Vis-à-vis de la Syrie déchirée par les coups d'Etat, il veut se montrer détaché, magnanime. L'union ? Il ne saurait en être question à nouveau. Ses officiers d'état-major sont d'accord sur ce point avec lui. Il souhaite au pays frère, « en butte aux crises aiguës » dues aux passions déchainées de ses gouvernants, l'« avènement d'un pouvoir soucieux des intérêts du peuple ».

En Égypte même, il aurait fait libérer quelques-uns des communistes et progressistes arrêtés depuis 1958, et parmi eux, plusieurs personnalités importantes. Tout se passe comme si, face à l'anarchie syrienne, il voulait apparaître comme le chef d'un Etat solide, d'un gouvernement stable, d'une puissance sérieuse face aux grands conflits internationaux.

La Syrie lui offre par contraste l'image d'une inextricable confusion qui ne peut que le remplir de joie. Jamais la province Nord de la R.A.U. n'avait connu pareille anarchie. La bataille politique divise les partis, les provinces, les civils et l'armée. Les putschs se succèdent sans que l'on comprenne grand chose à ces militaires qui ne veulent pas du pouvoir mais qui ne veulent pas non plus l'abandonner aux civils.

On peut pourtant résumer sommairement la situation : la junte militaire qui s'élevait contre la « tyrannie » du Caire, rompit l'union syro-égyptienne le 28 septembre 1961 et remit les pouvoirs aux civils, n'entendait pas renoncer aux bénéfices de la politique de socialisation amorcée

par Nasser. Imposée par le Caire, elle était insupportable. Mais anéantie par les réactionnaires, elle suscita des nostalgies. Les militaires syriens, tout comme les Égyptiens qui renversèrent Farouk le 23 juillet 1952, espéraient des élections d'où serait sortie une représentation populaire « saine », différente des anciens partis politiques.

En décembre 1961, le peuple syrien élit à nouveau tous les chefs traditionnels des partis les plus réactionnaires. La bourgeoisie syrienne revenue au pouvoir s'empresse d'effacer les mesures de socialisation dont certaines, d'ailleurs, avaient provoqué le coup d'Etat de la junte. On dénationalise les banques et les grandes sociétés, on « corrige » la réforme agraire, on revient à grands pas au libéralisme le plus antisocial qui ne pouvait que heurter les Officiers Libres.

Le 28 mars 1962, six mois après l'éclatement de la R.A.U., cette même junte refait un coup d'Etat. Elle dissout l'Assemblée Constituante, démet de leurs fonctions le président de la République, Nazem el Koudsi, le président du Conseil Maarouf Daoualibi et le président de la Chambre, Mammoun Kouzbari. Des dissensions éclatent bientôt au sein de l'armée. Les uns, à Alep, font appel à Nasser et réclament le retour à l'unité. Mais les autres exigent le retour à la vie constitutionnelle et font acclamer les leaders que l'on venait de destituer et d'emprisonner. Finalement, un compromis fut trouvé à Homs entre les différentes tendances de l'armée : retour à un gouvernement civil et à la vie constitutionnelle, maintien des lois socialistes, nouvelles élections et plébiscite sur l'union avec l'Égypte.

Le général Zahreddine, chef de l'ar-

mée, a finalement décidé Nazem el Koudsi à reprendre ses fonctions de président de la République. Explosion de joie dans le pays : on s'embrasse dans les rues de Damas et Alep, ville natale du président, organise une manifestation monstre dans la nuit du 13 avril. Compromis qui sauve peut-être la face, mais qui ne résoud rien.

Le président Koudsi, qui appartient au Parti du peuple, le plus réactionnaire de Syrie, issu de la bourgeoisie d'Alep, est-il l'homme capable d'assurer la stabilité du pays dans le progrès du socialisme réhabilité ? Il est permis d'en douter. Il y aura d'autres crises, et d'autres putschs en Syrie.

Quant à Nasser, il peut saluer le « patriotisme de l'armée syrienne ». Elle a créé un tel vide politique dans le pays qu'elle est obligée de rester à la tête du pouvoir, directement ou indirectement. Elle fera du nassérisme sans Nasser. « L'unité de doctrine, voilà ce qui compte », a déclaré le Rais. Il n'a pas semé en vain. L'armée le protège des réactionnaires bourgeois allés à l'impérialisme, et des communistes. Il ne peut souhaiter mieux dans la conjoncture actuelle.

A minuit sur le mont Bashan

Il faut noter que durant les deux ans d'existence de la R.A.U., il n'y eut pas d'incidents graves avec Israël. Mais l'anarchie dans laquelle vient de tomber la Syrie était trop tentante pour ne pas être mise à profit : prenant prétexte de « provocations » sur la frontière, Israël entreprend dans la nuit du 16 au 17 mars, une opération de grande envergure. Il est minuit sur le mont Bashan qui domine le lac de Tibériade. Les Israéliens attaquent avec une violence que l'on n'a pas connue depuis le Sinaï. Bientôt la bataille fait rage : combats aériens, duel d'artillerie, raid éclair d'une colonne blindée. A 2 heures du matin, les observateurs de l'O.N.U. demandent aux deux parties

un cessez-le-feu qui n'intervient qu'à 7 heures. A 3 heures du matin, un communiqué israélien fait état de lourdes pertes syriennes. Mais à son tour, l'artillerie syrienne riposte et détruit le kibboutz de Eln-Guev qui flambe.

La Syrie porte plainte au Conseil de Sécurité. Tel-Aviv riposte par une contre-plainte le lendemain. La situation est grave. La Syrie masse ses troupes à la frontière, Israël rappelle ses réservistes.

Pourquoi cette violence israélienne qui a étonné jusqu'à l'opinion publique de Tel-Aviv ? Certes, les escarmouches ne sont pas rares à la frontière. Et M. Ben Gourion sait bien que les Syriens, en dépit de leurs difficultés intérieures, ne resteront pas les bras croisés devant le détournement des eaux du Jourdain qui sera achevé en 1964. Tous les ans, au mois de mars, les Israéliens déclenchent une « offensive de printemps » pour tâter le dispositif arabe. Il n'est pas mauvais non plus de rappeler aux turbulents militaires syriens la puissance de l'armée israélienne. Mais pourquoi cette campagne de grande envergure ?

Les difficultés de M. Ben Gourion

Pour des raisons intérieures tout d'abord. Le danger arabe estompé depuis quelques années, certains tra-

A Jérusalem, l'union nationale se fait contre la décision du Conseil de Sécurité. La Knesset rejette la résolution à l'unanimité, sauf les trois communistes fort gênés par la position de l'U.R.S.S. L'Assemblée fustige l'O.N.U. et les surenchères des grandes puissances. L'O.N.U. montre surtout qu'elle est incapable de trouver une solution à la « question de Palestine ». Si elle sait condamner, elle n'a même jamais su faire respecter la libre navigation des bateaux israéliens dans le canal de Suez.

La « déclaration de guerre » de Ben Bella

Deux jours après la condamnation du Conseil de Sécurité, Ahmed Ben Bella est au Caire. De grandes manifestations populaires saluent le libérateur de l'Algérie, qui passa plusieurs années dans la capitale égyptienne. Dans l'euphorie des fêtes et le lyrisme des discours, Ben Bella proclame : « Je voudrais déclarer à mes frères arabes que nous, en Algérie, ne considérons pas notre révolution comme terminée tant que la libération de la Palestine n'est pas achevée. Je serais heureux si la chance m'était accordée d'être l'un des soldats arabes qui participeront effectivement à la libération de la Palestine. » Et enfin : « L'Algérie est prête à engager 100.000 de ses soldats

Les fièvres du Moyen-Orient vont-elles enflammer le Maghreb ?

dans la bataille pour la libération de la Palestine. »

Certes, il faut se replacer dans le climat particulier du Caire, grisé par la condamnation d'Israël, et songer aux pressions qui s'exercent sur les Maghrébins lorsqu'ils se rendent en Égypte. D'autre part, Ben Bella payait par là une dette de reconnaissance envers Nasser. Mais celui-ci ne lui en demandait certainement pas tant ! En tout cas, le G.P.R.A. ne peut qu'être fort gêné par cette prise de position faite en son nom, sans consultation.

Bien mieux, de nombreux Algériens nouvellement libérés ne cachent pas leur étonnement devant ce manque de maturité politique, et leur réprobation est générale. Ce panarabisme démagogique, à l'heure où tant de problèmes intérieurs assaillent l'Algérie, leur semble à la fois naïf et dangereux. Ils pensent que la tendance anti-Ben Bella au sein du G.P.R.A. en prendra acte pour tâcher d'écartier des tâches gouvernementales un belliciste prêt à une dangereuse aventure. La « déclaration de guerre » à Israël du vice-président du G.P.R.A. ne peut faciliter l'unification du G.P.R.A., au moment où les douze sont réunis à Tunis. Remarquons que Boudiaf qui jouit d'une grande influence au sein du C.N.R.A., ne s'est pas rendu au Caire.

On attend dans les prochaines semaines la venue en France du vice-ministre des Affaires étrangères d'Égypte, le Wing Commander Hussein Zulficar, qui viendra demander à Paris de renouer avec Le Caire et de tempérer quelque peu une alliance trop voyante avec Israël.

Mais la France, qui souhaite reprendre de bonnes relations avec les Etats arabes du Moyen-Orient et s'engager dans une politique d'amitié avec tous les pays arabes, ne renoncera pas pour autant à son amitié avec Israël. Il serait souhaitable que les Maghrébins, plutôt que de se laisser entraîner dans la fièvre anti-israélienne, et qui ne sont pas directement impliqués dans le conflit, servent de médiateurs, de pont entre un Maghreb uni — comprenant les Juifs — et le Moyen-Orient enfin apaisé. La France a trop d'intérêt et d'amitiés dans le monde arabe pour ne pas y aider.